

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

SOMMAIRE

* * *.....	La crise économique et la politique du Parti....	2323
Pierre Semard.....	La situation en France :	
	Sur le chemin de la stabilisation.....	2330
Roger Gaillard.....	Le chômage	2337
Lénine.....	La guerre impérialiste	2341
André Reymond.....	Les impérialistes et la révolution chinoise	2347
Crozet.....	Questions d'organisation :	
	La direction des cellules.....	2354
Albert Treint.....	L'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations et le rapprochement franco-allemand.....	2358
Renaudet.....	Nos alliés les paysans	2368
* * *.....	Dans l'U. R. S. S. :	
	La direction ouvrière (A. DUBOIS). — De nouveau en Russie soviétiste (LANSBURY). — Comment se font les élections aux soviets dans les campagnes (E. KVIRING)	2374

TRIBUNE DE DISCUSSION

Prix du numéro : 1 fr. 50

... ADMINISTRATION ...

142, Rue Montmartre (2°)

... RÉDACTION ...

120, Rue Lafayette (10°)

PARIS

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION & DE PUBLICITÉ
132, Faubourg Saint-Denis - PARIS (10^e)

La Correspondance = Internationale =

ABONNEMENTS

FRANCE ET COLONIES		ÉTRANGER	
		Pays à change bas	Pays à change haut
3 mois.....	12 fr.	3 mois..... 26 fr.	3 mois... 2 dollars
6 mois.....	22 fr.	6 mois..... 45 fr.	6 mois... 3 dollars
12 mois.....	44 fr.	12 mois..... 90 fr.	12 mois... 6 dollars

L'Internationale Syndicale Rouge

Revue mensuelle du mouvement syndical international

Prix : 3 fr. 50

ABONNEMENTS

France, Belgique		Étranger
3 mois.....	10 fr.	1/2 dollar
6 mois.....	20 fr.	1 dollar
12 mois.....	40 fr.	2 dollars

Adresser les fonds au Bureau d'Éditions, de
Diffusion et de Publicité, 132, Faubourg
Saint-Denis, Paris. Chèque postal 943-47.

DEUXIÈME ANNÉE — N° 62

15 DÉCEMBRE 1926

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

*Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement
révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une
théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son
rôle de combattant d'avant-garde.*

N. LÉNINE.

SOMMAIRE

* * *	La crise économique et la politique du Parti..	2323
P. SEMARD	La situation en France :	
	Sur le chemin de la stabilisation.....	2330
R. GAILLARD.....	Le chômage	2337
N. LÉNINE	La guerre impérialiste	2341
A. REYMOND	Les impérialistes et la révolution chinoise.....	2347
CROZET	Questions d'organisation :	
	La direction des cellules.....	2354
A. TREINT	L'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations et le rapprochement franco-allemand.	2358
RENAUDET	Nos alliés les paysans.....	2368
* * *	Dans l'U. R. S. S. :	
	La direction ouvrière (A. DUBOIS). — De nou- veau en Russie soviétiste (LANSBURY). — Com- ment se font les élections aux soviets dans les campagnes (E. KVIRING)	2374

TRIBUNE DE DISCUSSION

... ADMINISTRATION ... | ... RÉDACTION ...
142, rue Montmartre (2^e) | 120, rue Lafayette (10^e)

PARIS

La crise économique et la politique du Parti

□ □ □

La crise économique et le plan du grand capital

La crise économique qui s'ouvre en France avait été prévue et ses lignes générales déterminées par notre Congrès de Lille, il y a déjà près de six mois. Aujourd'hui elle devient une réalité. La revalorisation du franc qui tend à mettre notre industrie sur un pied d'égalité (suppression de la prime à l'exportation) avec les industries étrangères concurrentes, a entraîné une diminution de notre exportation (produits fabriqués) et de notre importation (matières premières). Nous sommes en présence d'un ralentissement général de l'activité industrielle et commerciale du pays. D'autre part, tandis que les devises étrangères baissaient, les prix des marchandises en France (en dehors de quelques produits) se maintenaient ou parfois même s'élevaient. Ceci a entraîné une certaine sous-consommation et une certaine mévente à l'intérieur du pays. Pour toutes ces raisons, nous assistons en ce moment à un commencement de chômage que nous pouvons évaluer à environ 5 % en moyenne dans la Région parisienne (mais dans certaines corporations, fonderie et chaussure par exemple, il atteint près de 50 %). Le même phénomène se produit dans plusieurs centres industriels en province. Or cette crise ne saurait être comparée à la crise de 1920-21. Il s'agit pour le grand capital de savoir s'il pourra — dans un monde qui souffre de la surproduction — concurrencer ses formidables rivaux d'Europe et d'Amérique.

Il est évident que le patronat français va mettre à profit les événements pour procéder à ce qu'il appelle l'« assainissement » et la « rationalisation ». Il veut avant toute chose, pour pouvoir continuer d'exporter et pour maintenir intacts ses bénéfices, diminuer ses prix de revient :

- 1° En diminuant les salaires ;*
- 2° En exigeant de l'ouvrier, sous prétexte de fordisme ou d'américanisation des méthodes de travail, un rendement plus grand et un surmenage physique intense ;*
- 3° En libérant l'industrie de tout impôt (c'est déjà chose faite par Poincaré, mais cependant les patrons réclament encore la suppression de la taxe à l'exportation) ;*

4° En mettant au cours ou à la fin de la crise la main sur les petites et moyennes entreprises afin de procéder à de fructueuses concentrations industrielles.

Ce plan du grand patronat, appuyé par le Ministère Herriot-Poincaré, exige :

- 1° Un affaiblissement de la combativité de la classe ouvrière ;
- 2° L'entretien et l'exaspération des divisions à l'intérieur du prolétariat.

Effrayer la classe ouvrière et diminuer sa combativité en l'affolant par la perspective d'un chômage généralisé, par des débauchages démonstratifs, etc..., voilà la première partie du plan patronal.

Cependant s'il y a évidemment par endroits quelque chose d'artificiel dans les licenciements d'ouvriers, cette manœuvre patronale ne serait pas possible si nous ne traversions en ce moment une crise économique entraînant un chômage réel.

Diviser la classe ouvrière :

1° En utilisant ses divergences politiques (manœuvre de Jouhaux qui propose un plan de rationalisation dans « l'intérêt général », plan qui concorde si bien avec les intérêts des grands patrons et de l'Etat bourgeois qu'une publicité formidable lui est faite) ;

2° En accentuant et en multipliant les divisions d'ouvriers en catégories, en pratiquant le décalage de ces catégories (contremaîtres versés chefs d'équipes, chefs d'équipes mués en spécialistes, spécialistes transformés en manœuvres, etc.) ;

3° En suscitant la xénophobie des ouvriers français contre les ouvriers étrangers ;

4° En s'efforçant de dresser les ouvriers adultes contre la main-d'œuvre non-qualifiée et à bon marché (femmes et enfants).

Le grand patronat responsable de la crise doit en payer les frais

A ce plan du grand patronat et à sa tactique, nous devons opposer, Parti communiste et C. G. T. U., un plan et une tactique d'ensemble. Notre idée générale doit être la suivante : lutte contre la stabilisation aux frais des ouvriers, lutte contre le grand patronat et son gouvernement de combat Poincaré-Herriot qui veulent appliquer la rationalisation capitaliste.

Il faut d'abord bien marquer devant les ouvriers l'attitude cynique du grand patronat et de son gouvernement. Ce sont les capitalistes français qui sont les responsables de la crise présente, ce sont eux qui ont fait la guerre impérialiste, ce sont eux qui ont fait l'inflation, ce sont eux qui ont exporté leurs capitaux et assassiné le franc. Ils ont accumulé grâce à la guerre et à l'inflation des bénéfices énormes. Leurs capitaux déposés dans les banques étrangères ont été pendant plusieurs années à l'abri de l'impôt, et

aujourd'hui ils veulent faire payer à leurs victimes les frais du rétablissement de la situation. On parle de réduire les salaires et le temps de travail, on débauche, mais personne ne parle de réduire les bénéfices patronaux, de taxer les 60 ou 80 milliards de francs enfin rapatriés, d'imposer les profits toujours énormes de nos gros industriels et financiers. Or, il faut répandre cette idée que c'est par la réduction des bénéfices patronaux (action des ouvriers dans les entreprises et dans les syndicats contre les patrons) et par des impositions très fortes sur les milliards rapatriés et les bénéfices de la grande industrie (résultat de l'action collective directe de tous les prolétaires contre le grand capital et son gouvernement) que la classe ouvrière résoudra la crise aux frais de ses adversaires.

Journée de travail et salaires

A l'heure présente c'est l'idée que le travailleur ne doit rien lâcher de son salaire et à chaque occasion en réclamer le relèvement qui doit être mise au premier plan avec toutes les explications nécessaires.

En effet, nous en sommes en ce moment à la première phase de l'offensive patronale qui se manifeste essentiellement par la volonté d'obtenir par tous les moyens et toutes les pressions la diminution du salaire ouvrier.

C'est pourquoi le Parti a déjà dénoncé le bluff fait autour de la baisse des prix en vue de justifier les diminutions de salaires. Si le prix de certaines marchandises baisse, l'indice officiel est passé en novembre de 624 à 635 et nos prix intérieurs, avec la livre à 125, sont encore inférieurs de 15 à 18 % aux prix mondiaux.

Les mots d'ordre du Parti sont donc :

a) Application de la journée de 8 heures sans dérogation et sans heures supplémentaires. (Il est scandaleux de débaucher ou de réduire le temps de travail alors que dans beaucoup d'industries ou d'entreprises on fait 10 et 11 heures par jour) ;

b) Même au cas où dans certaines entreprises ou branches d'industries le temps de travail serait réduit, la semaine de 48 heures doit être intégralement payée.

Bien des ouvriers, et même des militants, acceptent l'idée, pour éviter le chômage, d'une répartition du temps de travail telle qu'elle puisse aboutir à une diminution des heures de travail accompagnée d'une diminution des salaires. Cette tactique qui suit un courant élémentaire a trouvé son expression dans la formule : « Du pain pour tous ». L'opportunisme et les dangers d'une semblable attitude sont grands non seulement parce qu'ils servent les projets du grand patronat (le Comité des Forges a mis à l'étude un plan de rationalisation d'ensemble qui comporte précisément cette réduction de la

journée de travail), mais encore parce qu'on aboutirait en agissant ainsi, à laisser la classe ouvrière désarmée devant la misère qu'elle aurait acceptée. Même si nous devons rencontrer de la résistance, même si dans certaines entreprises, certaines régions, nous devons ensuite nous rabattre sur des positions de repli (acceptation de certaines conditions patronales, cote mal taillée, etc...) il est certain que nous perdrons toute autorité morale dans les luttes à venir si nous nous abandonnons dès le début à ce défaitisme ouvrier. Le mot d'ordre du contrôle de l'embauchage et du débauchage par les organisations ouvrières doit être également répandu.

Contre le "Fordisme", l'Américanisation" etc...

Diminuer les prix de revient, cela ne signifie pas seulement pour le patronat diminution des salaires, mais aussi et en même temps augmentation du rendement de l'ouvrier. Le patronat d'une façon très habile (et d'ailleurs avec l'appui de Jouhaux et des chefs de la C. G. T.), présente la chose sous un aspect progressif : « Il faut américaniser le travail, il faut appliquer le système Ford, etc... ». En réalité, il s'agit tout simplement de condamner l'ouvrier à un surmenage physique intense. (Voir les articles du camarade Berlioz dans l'Humanité des 4 et 11 septembre 1926.)

Les communistes dénoncent ces procédés en expliquant clairement aux ouvriers que si nous sommes partisans des perfectionnements techniques, nous sommes opposés à toute surexploitation du travail humain (qui au surplus n'est pas toujours en France accompagnée d'une amélioration de l'outillage). Ainsi, tant sur la question des salaires que sur celle des conditions de travail, il faut nous efforcer d'obtenir contre le patronat et l'Etat l'action collective des ouvriers menacés.

L'Attitude du Parti

devant le problème de la main-d'œuvre étrangère

On connaît la manœuvre patronale : Les ouvriers étrangers constituent une soupape de sûreté contre le chômage. Si le travail venait à manquer nous les renverrions dans leur pays. Cette affirmation des capitalistes est parfaitement mensongère. Ils n'ont pas du tout l'intention de renvoyer l'ensemble des ouvriers étrangers. La main-d'œuvre étrangère peut être en cas d'inactivité et de démoralisation du prolétariat une aide pour l'application du plan de stabilisation. Ils veulent simplement, par ces déclarations, obtenir la neutralité bienveillante des ouvriers français quand ils expulsent ceux des ouvriers étrangers soigneusement choisis qui leur apparaissent comme des organisateurs syndicaux ou des agitateurs politiques. Il nous appartient de lutter énergiquement contre cette exploitation de la xénophobie simpliste qui se manifeste déjà, à la faveur de la campagne patronale, chez les ouvriers français.

Il faut expliquer clairement aux ouvriers français que les ouvriers étrangers ne pourront servir d'instrument pour la baisse des salaires et le débauchage que dans la mesure où ils seront séparés des ouvriers français et sans défense contre le patronat. Laisser expulser des ouvriers étrangers, c'est en réalité laisser expulser ceux qui organiseraient en liaison avec les ouvriers français la défense de leurs frères de misère. Cependant, le patronat, tout en se préparant à sa politique d'expulsion, continue à faire entrer en France sous le régime du contrat collectif, des masses d'ouvriers étrangers que des employeurs officiels, en liaison avec les gouvernements d'Italie, de Pologne, etc., lui procurent. Cette manœuvre doit être également dénoncée pour démasquer l'hypocrisie de nos industriels et gouvernement Herriot-Poincaré. Mais c'est contre ceux-ci que l'indignation des prolétaires français doit être dirigée. Nous devons dire aux ouvriers : « Exercez votre action directe et collective contre ce gouvernement et contre le patronat. Exercez votre pression pour qu'ils renoncent à ces embauchages collectifs, mais quand les ouvriers étrangers sont en France, quand leur immigration est un fait accompli, votre intérêt le plus immédiat c'est de conjuguer vos efforts avec eux pour obtenir en commun des conditions de vie favorables. Pour cela il faut que vous arrachiez à la bourgeoisie le droit syndical pour les ouvriers étrangers et que vous exigiez qu'ils aient des salaires égaux à ceux des ouvriers français ».

Prétendre contre-battre l'embauchage collectif par la formule : « Contre l'immigration, fermeture de la frontière », ce serait en réalité non seulement ne pas empêcher l'introduction de groupes étrangers bien préparés et bien encadrés, mais ce serait encore favoriser le gouvernement qui veut précisément empêcher les ouvriers révolutionnaires des autres pays qui se réfugient en France, de pouvoir y séjourner et de poursuivre auprès de leurs camarades moins éduqués, le travail d'organisation et d'agitation nécessaire. En conséquence, au mot d'ordre : droit syndical et salaire égal pour les ouvriers étrangers, les communistes doivent ajouter le mot d'ordre « droit d'asile ». Ainsi orientée notre propagande nous permettra de contre-battre efficacement la xénophobie qui se fait jour chez les prolétaires français à l'occasion du chômage.

L'unité d'action du prolétariat

En toute occasion, le Parti communiste rappelle aux prolétaires qu'en dépit des divergences apparentes d'intérêts qui peuvent surgir entre leurs diverses couches, il leur faut s'unir étroitement contre le patronat s'ils veulent assurer leur défense et leur victoire. Mais dans la crise que nous traversons cette unité d'action acquiert une importance exceptionnelle. Contre la tentative patronale de division des ouvriers, nous devons répondre par une tactique d'unité dans les revendications et la défense. Nous dirons aux

spécialistes, aux manœuvres, aux ouvrières comme aux ouvriers, aux adlutes comme aux jeunes, aux prolétaires français comme aux prolétaires étrangers, qu'ils ne se tireront pas d'affaire au cours de cette crise en acceptant tel ou tel avantage illusoire que le patronat prétendrait leur accorder aux dépens des autres groupes, mais qu'au contraire seule leur action collective et unitaire dirigée contre le patronat et son gouvernement de combat pourra sauvegarder l'ensemble de leurs intérêts. Ceci va d'ailleurs exiger des camarades du Parti et des syndicats un gros effort pour la réalisation du front unique et de l'unité syndicale à la base tout en dénonçant la collaboration scandaleuse de Jouhaux et des leaders socialistes qui se dissimulent derrière une tactique d'opposition parlementaire nonchalante et complaisante.

Le problème des chômeurs

C'est en liaison avec l'idée précédente qu'il faudra envisager la question de l'organisation des ouvriers sans travail. Il est nécessaire que les syndicats dont la corporation sera touchée par le chômage n'oublient pas (cet oubli a coûté cher au prolétariat dans quelques pays étrangers) de maintenir le contact entre les ouvriers travaillant et les chômeurs, par l'établissement d'un programme de revendications pour les sans-travail de leur corporation. Le salaire minimum pour vivre doit être revendiqué pour les sans-travail.

Partout où dans une localité un certain nombre d'ouvriers chôment, l'initiative du Parti et des syndicats unitaires doit se manifester. On s'efforcera de grouper les chômeurs sous la direction et le contrôle des organisations syndicales (union locale ou comité intersyndical, par exemple). L'organisation parallèle des chômeurs par corporation sera mise à l'étude par les syndicats unitaires.

Pour l'instant, une tâche minime, mais de première urgence, c'est d'inviter les chômeurs qui n'en ont pas l'habitude en France à se faire inscrire aux caisses de secours dans les mairies.

En ce qui concerne les chômeurs appartenant au Parti il est indispensable qu'ils restent attachés à leur cellule d'entreprise. Il y aurait un gros danger et pour la vie de nos cellules et pour l'idéologie de nos adhérents à ce que ces camarades forment une espèce de fraction des chômeurs à l'intérieur de nos rangs.

Ceci se rattache à l'idée de la lutte commune de toutes les couches du prolétariat contre la bourgeoisie dans la période présente. Il est bien entendu que tout chômeur est dispensé de payer ses cotisations syndicales et du Parti.

D'autre part, en opposition au plan de la C. G. T. Lafayette nous proposerons que (toujours aux frais du grand capital, c'est ce qui sur ce point nous différenciera de Jouhaux qui néglige de parler des ressources nécessaires) de grands travaux soient entrepris selon un plan rationnel, établi par les organisations ouvrières. Il ne peut s'agir de vagues entreprises d'utilité publique alors que la population labo-

rieuse manque de logements, de moyens de transport à bon marché et commodés, et que de multiples projets d'assainissement des villes n'ont jamais été réalisés.

L'Alliance avec la paysannerie et les classes moyennes

Durant la période d'inflation, tous ceux qui possédaient quelques économies, bons, titres ou valeurs françaises, se sont sentis frappés par la baisse du franc. Aujourd'hui, le gouvernement Poincaré et le grand capital vont essayer de les duper par le mirage de la revalorisation. Déjà notre camarade Garchery (voir dans l'Humanité du 8 décembre son discours à la Chambre) a fait justice de cette fiction. Aujourd'hui, avec ses francs revalorisés, le petit porteur ne peut pas plus se procurer de marchandises qu'avec ses francs dépréciés d'hier, car les prix des produits français vont se rapprocher sans cesse davantage des prix-or mondiaux.

D'autre part, la raréfaction des crédits et des capitaux, la sous-consommation ouvrière et la crise de mévente qui se dessinent déjà, auront d'ici quelques temps des répercussions sur les petits producteurs paysans, les petits commerçants et artisans. Eux aussi seront alertés par notre Parti. Il faut leur montrer qu'ils seront d'une manière différente, mais tout comme les ouvriers les victimes de la crise, et que s'ils veulent y échapper il leur sera nécessaire de lutter aux côtés des prolétaires et d'appuyer l'action du Parti communiste.

Les petits fonctionnaires

Il convient aussi d'attirer l'attention de cette importante catégorie de travailleurs sur le triste sort qui lui est réservé. Le gouvernement, par la bouche de Poincaré, a fait savoir que leurs traitements (en moyenne à l'indice 520) seraient rapidement, grâce à la baisse de la livre, au niveau de l'indice des prix de détail (qui vient précisément de passer de 624 à 635). Or, même avec la livre maintenue à 125, devons-nous leur dire, l'indice montera encore (mirage de la baisse des prix). Sans compter que les bouleversements budgétaires que la crise économique peut engendrer font peser sur les petits fonctionnaires les plus dangereuses menaces.

La lutte contre Poincaré-Herriot, Gouvernement de la misère

Toute notre agitation autour des revendications de défense sera développée et concentrée sur cette idée : lutte contre le gouvernement Herriot-Poincaré, gouvernement de la misère, au service du grand patronat. C'est contre lui que les luttes du prolétariat doivent se concentrer pour la grande bataille politique de classe. C'est par les idées de rationalisation socialiste, de contrôle ouvrier, d'organisation socialiste des courants migratoires et de gouvernement ouvrier et paysan que nous relierons notre activité présente à l'ensemble de notre programme communiste.

LA SITUATION EN FRANCE

Sur le chemin de la stabilisation financière

□ □ □

Cet article nous a été envoyé de Moscou par notre camarade Sémard. Le lecteur devra tenir compte du lieu et de la date de la rédaction de cet article, s'il rencontre certains chiffres ou faits que des événements tout récents ont déjà quelque peu vieilli.

LA REDACTION

I) Des mesures financières de Poincaré et la crise économique

Quand le deuxième ministère Herriot tomba en juillet dernier, la crise d'inflation atteignait son point culminant, la livre était alors à 249 fr.

La bourgeoisie, en face du danger révolutionnaire qu'une telle crise faisait courir au pays, se décida alors à entreprendre la stabilisation de sa monnaie. La grande bourgeoisie qui avait renversé le dernier gouvernement cartelliste de Herriot et qui triomphait ainsi de la petite bourgeoisie radicale et socialiste, imposa « son homme », Poincaré. Elle rechercha la collaboration de quelques politiciens cartellistes pour constituer un gouvernement dit *d'union nationale* qui soit susceptible de ramener la confiance chez les capitalistes inquiétés par la présence au pouvoir du Bloc des Gauches, et qui avaient cru prudent de placer leurs capitaux à l'étranger.

Poincaré entreprit son opération de stabilisation financière en prenant d'abord des mesures pour le redressement du franc. Parmi celles-ci, il y eut la recherche de l'équilibre du budget et de la consolidation de la dette flottante, mais la plus importante fut le vote de 11 milliards d'impôts nouveaux pesant exclusivement sur la consommation et qui déterminèrent une sérieuse poussée de vie chère.

Ce que recherchait Poincaré, c'était avant tout d'aborder la stabilisation du franc dans une situation financière intérieure favorable et d'éviter le choc brutal d'une crise économique qu'une stabilisation trop rapide n'aurait pas manqué de déterminer.

On doit reconnaître que jusqu'à maintenant, Poincaré semble réussir dans son entreprise de redressement du franc et de pré-stabilisation. La livre qui a coté jusqu'à 249 est descendue aux environs de 146. La circulation fiduciaire, qui avait atteint le plafond de 58 milliards à la chute de Herriot, est retombée à 55 milliards. La politique dite de *confiance* a déterminé des rentrées importantes d'impôts et les demandes de Bons de la Défense Nationale ont été supérieures aux remboursements. Le gouvernement a reconstitué sa masse de manœuvre qui dépasse maintenant celle du fonds Morgan.

Le chiffre des avances de la Banque de France à l'Etat a diminué. La balance commerciale, qui était déficitaire depuis août 1925, est devenue positive en juillet et août avec un excédent des exportations de 228 et 308 millions de francs.

Naturellement, ce n'est qu'un cri d'admiration pour Poincaré, qui est proclamé le sauveur du franc, comme, naguère, Clémenceau fut acclamé le sauveur de la France.

Cependant des inquiétudes se manifestent : certains écrivent que Poincaré a « peut-être trop bien réussi », on parle dans la presse, même gouvernementale, de la « panique de la confiance », en soulignant que la chute précipitée de la livre (en deux semaines, elle vient de perdre 16 points) a déjà de graves répercussions sur l'industrie, « alors qu'elle n'en a amené aucune sur les prix de vente, si ce n'est de les faire monter régulièrement ». On dénonce le jeu de la spéculation qui, hier, jouait à la hausse et qui, aujourd'hui, joue à la baisse. La *Journée Industrielle* demande « de faire attention au virage ». Elle souhaite que le gouvernement soit capable d'enrayer, le cas échéant, une nouvelle baisse du franc et elle lui demande de veiller à effectuer sans retard « tous les rajustements économiques indispensables et commandés par la hausse du franc ».

Dans ces lignes, l'incertitude transpire, elle a gagné le grave *Temps* qui, tout en mettant au compte de la confiance le fait que la spéculation internationale a accéléré la reprise du franc, souligne également que cette hausse prend un caractère nettement spéculatif et qu'elle constitue un danger qui inquiète sérieusement les milieux financiers.

Le gouvernement a d'ailleurs cru devoir donner des instructions pour ralentir le mouvement de hausse du franc s'il devenait trop rapide. On ne peut donc pas conclure que la crise financière soit définitivement surmontée. Le problème du coût de la vie est loin d'être résolu; ainsi, pendant que le franc passait de 10 à 17 centimes-or, l'indice des prix de gros passait, de 681 en septembre à 692 en octobre et celui des prix de détail de 590 en septembre à 624 en octobre. Cela a déterminé une restriction de la consommation que les salaires insuffisants aggravent encore.

Cette hausse constante des prix vers la parité mondiale supprime de plus en plus la prime à l'exportation et détermine un ralentissement de la production industrielle et une menace de chômage, premiers symptômes de la crise économique.

De plus, le redressement monétaire et l'amélioration de la trésorerie ne signifient pas non plus un assainissement financier solide. L'Etat a remboursé à la Banque de France, mais il a indirectement emprunté près d'un milliard en Suisse et en Hollande. Il a consolidé sa dette flottante mais en même temps la circulation des Bons de la Défense Nationale s'est augmentée et la dette intérieure s'est accrue, ces derniers mois, de plus de 2 milliards.

Enfin, en plus des besoins saisonniers de l'industrie qui peuvent influencer sur les changes dans le sens d'une nouvelle baisse du franc, il y a les conséquences de la récolte déficitaire du blé et des betteraves à sucre qui obligent à importer pour près de 3 milliards de francs de blé étranger et pour 1 milliard 1/2 environ de sucre. Il est évident que ces importations massives, tout en grevant la balance des échanges, influenceront également sur les changes. Cependant, la bourgeoisie continue à faire reposer le succès des opérations de redressement financier sur le maintien de la confiance et du ministère d'union nationale. La perspective d'une crise économique inévitable l'inquiète fortement et elle admet qu'un brusque revirement de la situation des changes peut se produire et menacer tout l'édifice de stabilisation.

Voici que les premiers effets de la crise économique se font sentir. Certes, la balance commerciale est devenue active et les exportations ont augmenté de valeur en francs-papier, mais leur tonnage est en diminution sur l'an passé. Cela signifie qu'un gain a été réalisé par l'élévation des prix, mais aussi qu'une diminution des commandes est intervenue.

Les statistiques indiquent, d'une part, une diminution des exportations d'objets fabriqués et une augmentation d'exportations de produits alimentaires. D'autre part, une diminution des importations des matières premières et de produits alimentaires, ce qui indique que les industriels ne renouvellent que partiellement leurs stocks et qu'il existe déjà une sous-consommation par rapport à l'année dernière.

Les premières opérations en vue de la stabilisation et la restriction des crédits qui est maintenant pratiquée, déterminent déjà visiblement un certain ralentissement de la production et des opérations commerciales, en même temps qu'une hausse constante des prix, une sous-consommation des masses ouvrières et un commencement de chômage.

C'est pour atténuer, à l'intérieur, les effets de cette crise en développement et pour ne pas perdre tous ses débouchés que la France a adhéré à la formation de grands cartels internationaux et notamment à celui de l'acier. On sait que ces Cartels visent, entre autres, au partage des débouchés, à l'atténuation de la concurrence entre Etats, à la hausse des prix et à lutte contre le mouvement revendicatif du prolétariat.

Les difficultés de la politique de Thoiry

La France a cherché à compléter ces accords d'ordre économique par un rapprochement politique avec l'Allemagne qui s'est annoncé au cours d'une conversation entre Briand et Stresemann à Thoiry, en septembre dernier. Elle recherchait l'appui de l'Allemagne pour faciliter ses opérations de stabilisation financière et, si possible, pour obtenir des crédits. Une proposition de mobilisation des obligations des chemins de fer allemands avait d'ailleurs été formulée en échange de concessions dans le domaine de l'occupation militaire de la Rhénanie et de la Sarre, mais l'Amérique a fait échouer cette combinaison réalisée en dehors d'elle.

Ce projet semble maintenant abandonné. C'est que des difficultés ont surgi jusqu'au sein du gouvernement sur le problème du rapprochement franco-allemand, à propos de l'ordre et du caractère des concessions réciproques. L'opinion générale est qu'il faut continuer l'étude *technique* des questions qui intéressent l'établissement de bons rapports entre les deux pays, que ceux-ci ne doivent pas être précipités, que, préalablement, la question du désarmement doit être résolue et qu'il faudra beaucoup de temps et beaucoup de tact pour aboutir à des résultats pratiques.

La ratification de la dette à l'Amérique

Ce n'est donc pas du côté de l'Allemagne que le gouvernement trouvera des crédits et c'est en Amérique qu'il devra se résoudre à les solliciter; mais, préalablement, il devra ratifier les accords de Washington. En réalité, Poincaré est décidé à cette ratification, mais il temporise pour gagner l'opinion publique et s'assurer une majorité parlementaire. L'avis de Bérenger, signataire de l'accord avec Mellon, « qu'aucune restauration sérieuse de notre monnaie ne peut être obtenue sans un règlement des dettes », a fait du che-

min. Le dernier Congrès radical adopte une résolution en faveur de la ratification sous réserve de l'introduction dans les accords d'une clause « de garantie » pour qu'il soit tenu compte des difficultés de transfert des sommes et des possibilités de paiement de la France. Les chefs socialistes eux-mêmes ont cessé leur opposition en adoptant une attitude quasi-analogue à celle des radicaux. Poincaré va donc tout d'abord s'efforcer d'obtenir le vote du budget de 1927 avant le 1^{er} janvier afin d'éviter les douzièmes provisoires, puis il soumettra au Parlement le règlement des dettes extérieures au cours des premiers mois de l'année prochaine. D'ici là, la préparation de l'opinion et du Parlement à la ratification sera terminée et celle-ci sera obtenue sous menace d'une crise ministérielle.

Actuellement, le gouvernement poursuit tenacement l'assainissement financier qu'il voudrait réaliser préalablement à toute opération de stabilisation définitive, et si possible avant qu'intervienne le règlement des dettes extérieures.

Il faut signaler que, malgré la politique de confiance pratiquée depuis six mois, les capitaux exportés à l'étranger ne sont pas encore rapatriés, tout au moins d'une façon appréciable (1) et comme le gouvernement a immédiatement besoin de ceux-ci, il se prépare à faire rapporter la loi sur l'exportation des capitaux. C'est-à-dire que les quelques timides mesures prises par les gouvernants cartellistes à l'égard de la bourgeoisie, seront complètement rapportées.

Les partis bourgeois autour de Poincaré

Depuis quelques jours, les Chambres sont rentrées. Le gouvernement s'est présenté devant elles en bonne position et assuré de sa majorité.

Les diverses fractions de la bourgeoisie qui se sont rassemblées autour de Poincaré dans le but de rechercher, avec le minimum d'inconvénients économiques et politiques, le passage de la période d'inflation à une période de stabilisation, lui maintiennent leur confiance. Les radicaux, selon l'expression de Pierre Bertrand, du « Quotidien », *sont décidés à ne causer au gouvernement nulle peine même légère*, et leur Congrès a décidé, à la presque unanimité, la continuation de la collaboration au ministère d'union nationale », et leur Congrès a décidé, à la presque unanimité, la continuation de la collaboration au ministère d'union nationale. C'est au rétablissement de la stabilité « ministérielle » qu'on doit de voir la livre aller de 249 à 150 », écrit Maurice Sarault, l'actuel président du Parti radical-socialiste.

Quant aux chefs socialistes, ils se contentent d'une simple opposition parlementaire, leur politique à l'égard du gouvernement est celle de la neutralité bienveillante : elle ne diffère donc guère de celle des radicaux.

Dans leur Conseil National de novembre dernier, ils ont décidé de *laisser jouer pleinement l'expérience de la confiance* et l'approbation unanime du mandat de Boncour à la Société des Nations est l'expression éclatante de leur intention de ne pas gêner le gouvernement dans ses opérations de stabilisation. Cela marque aussi leur volonté d'orienter leur Parti dans un sens gouvernemental. Enfin, la vieille C. G. T. elle-même, objectivement, par toute sa politique, appuie le gouvernement et les capitalistes dans leurs mesures de rationalisation industrielle, de réorganisation et d'intensification de la production, grâce à un renforcement de l'exploitation des ouvriers.

(1) Depuis le départ de Sémard il a été révélé par la presse financière que la majeure partie de ces capitaux étaient maintenant rapatriés. (N. de la R.).

Le Temps a donc raison de parler « de la stabilité politique qui s'affirme et que rien ne paraît présentement menacer ».

Il apparaît que la grande bourgeoisie est décidée à soutenir ce gouvernement « d'Union Nationale », jusqu'à la réalisation de la stabilisation financière. Il est fort possible qu'elle tente ensuite de se débarrasser des éléments cartellistes qui le composent pour constituer un gouvernement à elle qui soit capable d'appliquer intégralement contre la classe ouvrière les mesures réclamées par le patronat : la suppression des huit heures, l'abaissement des salaires, la systématisation du travail à la tâche ou aux pièces pour augmenter le rendement de la production.

Il est difficile de déterminer la durée du règne du gouvernement Poincaré-Herriot. D'ailleurs, ce n'est pas la chose essentielle, car dans cette période de recherche de la stabilisation financière, un gouvernement qui voudra durer, devra poursuivre, dans ses grandes lignes, le Plan des Experts.

Poincaré applique ce plan avec prudence et c'est un fait que l'atmosphère dans le Parlement et dans le pays lui est favorable.

Les menaces contre Poincaré et la stabilisation

Pourtant, on doit signaler qu'un certain nombre de facteurs politiques, économiques et sociaux jouent contre le gouvernement et plus ou moins contre la politique de stabilisation de la grande bourgeoisie.

1) Les difficultés du gouvernement dans sa politique d'expansion coloniale, dans ses différents rapports avec les autres puissances et, en particulier, avec l'Italie fasciste.

2) La résistance des industries de transformation obligées d'acheter leurs matières premières à l'étranger ou qui sont à la merci des gros métallurgistes et qui ne pourront bientôt plus concurrencer les industries similaires sur le marché mondial.

3) La constante poussée à gauche des ouvriers socialistes mécontents de leurs chefs et l'opposition sourde des masses petites-bourgeoises que l'aggravation des conditions d'existence radicalise et entraîne à exercer une pression sur les partis social-démocrates et démocrates pour les obliger à faire une opposition plus vigoureuse.

4) L'influence grandissante du Parti communiste et de la C. G. T. U. et leur activité dans le front unique et pour l'unité syndicale qui détermine une résistance de plus en plus grande des masses ouvrières et paysannes.

Voilà autant de facteurs d'ordre divers qui contrarient ou résistent à la politique actuelle de la grande bourgeoisie et qui peuvent entraîner, au lendemain du redressement financier, des changements de gouvernement, sans que pour cela la politique générale soit sérieusement modifiée.

On peut cependant dire que tout se passera selon le plan et le désir de la grande bourgeoisie. La résistance des masses ouvrières et paysannes est le plus puissant facteur d'opposition et le rôle que joue le Parti communiste et la C. G. T. U. dans cette organisation de la résistance doit être souligné ainsi que l'importance des mouvements ouvriers qui se déroulent.

En vérité, le gouvernement d'union nationale a une épine qui s'enfonce chaque jour plus profondément dans son pied et qui l'empêche d'agir à sa guise. *C'est l'action du prolétariat impulsé et guidé par les syndicats rouges et le Parti communiste.*

L'action du Parti et de la C. G. T. U.

Depuis quelque temps, les grèves et les lock-outs se multiplient. Certains de ces conflits durent des mois : à Château-Regnault (Meuse), 4.000 ouvriers luttèrent pendant huit mois, à Laroque-d'Olmes, 1.000 ouvriers et ouvrières du textile pendant cinq mois ; à Dunkerque, 4.500 dockers pendant quatre mois. D'importants mouvements eurent lieu qui touchèrent, dans la métallurgie de la région parisienne : chez Renault, 30.000 ouvriers ; chez Citroën, 2.000 ; chez Hispano-Suiza, 2.000 ; chez Voisin, 1.500 ; dans le bâtiment de Paris, 15.000. De grosses grèves du textile eurent encore lieu à Sainte-Marie-des-Mines, La Ferté-Macé, Tourcoing. Enfin, les fédérations d'industrie de la C. G. T. U. déclanchèrent : celle des mineurs, une grève de 24 heures par solidarité pour les mineurs anglais ; celle des cheminots, une journée nationale pour les revendications de salaires ; celle de la métallurgie, plusieurs mouvements d'arrêt de travail dans la région parisienne. Et la C. G. T. U. elle-même appela tous les travailleurs à manifester pour leurs revendications immédiates au cours d'une journée nationale qui eut lieu le 7 novembre et qui mobilisa dans la France entière des dizaines de milliers de travailleurs autour de nos drapeaux.

Dans cette période l'action de notre Parti communiste s'exerça par le canal des syndicats, mais aussi par l'activité propre et particulière de tous ses organismes : cellules, sous-rayons, rayons, régions et direction qui poursuivirent une vaste agitation au sein des masses ouvrières et paysannes.

Cette agitation eut pour base les revendications immédiates : relèvement des salaires, application d'une échelle mobile des salaires variant avec le coût de la vie, application intégrale de la journée de huit heures, en reliant intimement ces revendications à notre programme de redressement financier aux frais de la bourgeoisie par : la conscription des fortunes, la nationalisation des banques, le monopole du commerce extérieur et l'établissement du contrôle ouvrier.

Au moment où Poincaré imposa les 11 milliards d'impôts nouveaux, notre Parti entreprit une grande campagne nationale avec le programme suivant : 1° Dénoncer les mesures financières de Poincaré et demander le paiement des milliards d'impôts par les riches ; 2° Faire la critique et dénoncer les responsabilités du Cartel des Gauches dans le retour de la réaction au pouvoir et les trahisons des chefs socialistes ; 3° Faire connaître le programme du Parti communiste et les solutions financières face au problème de la stabilisation bourgeoise.

Le but que notre Parti s'était fixé, c'était : *le renforcement de l'influence et de la force numérique du Parti et de la C. G. T. U. par un travail systématique d'agitation et de recrutement de tous ses organismes de base, en particulier de ses cellules d'usines, en soulignant fortement la nécessité de réaliser le front unique pour pouvoir lutter victorieusement contre le capitalisme et de l'unité syndicale pour marcher plus sûrement à la création d'un syndicalisme de masse.*

Nous pouvons affirmer que cette campagne d'agitation a porté ses fruits. Nous avons, par nos meetings dans 36 des plus grands centres industriels, touché plus de 100.000 travailleurs. Nos cellules, sous-rayons et rayons, par leur travail au sein des usines et sur la base locale, en ont certainement touché plus de 500.000. Les premiers résultats démontrent que notre Parti a considérablement augmenté son influence au sein des masses ouvrières et paysannes. Plus de 5.000 adhésions ont été faites au cours de la campagne et le travail en pro-

fondeur qui est actuellement poursuivi à la base est orienté vers les grandes entreprises nous permet de pronostiquer que nous atteindrons bientôt le chiffre de 10.000 nouveaux adhérents que notre Comité central avait fixé.

Notre rapprochement avec les ouvriers socialistes s'est grandement opéré au cours de cette agitation et les manifestations de front unique qui se sont produites à l'occasion de la journée nationale de la C. G. T. U. du 7 novembre indiquent son développement constant qui ne peut que favoriser notre travail avec la gauche du Parti socialiste et celle de la vieille C. G. T. dans la voie d'un puissant front unique et de l'unité syndicale.

Certes, tous nos objectifs n'ont pas été atteints, nous avons des faiblesses à surmonter et il nous reste encore beaucoup de besogne à accomplir. Si notre influence va de l'avant dans les campagnes, si nous recrutons dans les petites et moyennes entreprises, par contre nous n'avons pas encore « mordu » suffisamment dans les grandes entreprises où la main-d'œuvre étrangère (40 à 80 o/o) et la répression patronale rendent beaucoup plus difficile notre agitation et notre recrutement politique et syndical.

Nous n'avons pas encore arraché des cerveaux des travailleurs « l'illusion démocratique ». Beaucoup trop d'ouvriers, trompés par les promesses et les paroles révolutionnaires des chefs socialistes ou socialement inéduqués, ont encore confiance dans la politique de collaboration de classes préconisée par les démocrates et social-démocrates.

C'est notre tâche de les éclairer, de les entraîner dans le front unique et de les gagner à notre cause. *Notre Parti a cette volonté et toutes ses forces sont orientées dans cette voie.*

D'ailleurs, nos progrès n'ont pas échappé au gouvernement qui a laissé percer ses craintes, a pris des sévères mesures pour contre-carrer notre activité et essayer d'en limiter les effets (interdiction des manifestations, refus des salles de réunion, suppression des journaux en langues étrangères, persécution et expulsion des travailleurs étrangers, poursuites contre nos propagandistes et nos journaux). Et malgré cela, nous avons progressé non seulement en influence, mais aussi en autorité.

Enfin, résultat appréciable entre tous, *notre Parti s'est consolidé de la base au sommet. Tout le Parti fait confiance et est groupé autour de sa direction. A tous les échelons du Parti, l'activité politique s'est améliorée et une grande émulation règne dans le travail.* Cela permet de dire que le Parti français sera capable, au cours des luttes prochaines contre le capitalisme, de mobiliser toutes les forces ouvrières et de se placer à leur tête. Il sera capable, le cas échéant, de les entraîner à la conquête du pouvoir par l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan et de la dictature du prolétariat.

Voilà les principales caractéristiques de la situation en France et de l'activité communiste. Dans un prochain article, nous examinerons les perspectives et les tâches du Parti français.

Pierre SÉMARD



Le Chômage

□ □ □

Le relèvement continu du franc depuis le début du mois d'août ramenant la livre de 240 à 123, cause un revirement sans douceur dans l'économie française. Les marchés conquis à la faveur de l'inflation se ferment. Et, dans les industries d'exportation où les heures supplémentaires étaient pratiquées généralement voici quelques semaines à peine, le chômage commence. Les informations venues de tout le pays, montrent un ralentissement sérieux de la production, une quantité importante de chômeurs complets, une réduction très sensible des heures de travail. Dans la région parisienne, les corporations à chômage saisonnier subissent une réduction du travail beaucoup plus forte que les années précédentes, et d'autres industries en pleine saison de production, voient un ralentissement brutal, comme l'alimentation, par exemple. Dans la métallurgie le chômage se fait sentir, particulièrement dans la fonderie.

Crise économique et offensive patronale

Ce revirement brusque et les menaces brutales qui se sont révélées soudain n'ont pas été sans créer du désarroi et de la panique dans les rangs ouvriers. Et les militants ont engagé des discussions ardentes sur le caractère du chômage et le meilleur plan de lutte à proposer aux travailleurs.

La première question qui s'est posée fut de savoir si le chômage commençant marque le début de la crise économique ou s'il est créé par le patronat pour réduire à merci la classe ouvrière. La vérité est que les deux éléments se combinent, mais avec, au premier plan et conditionnant tout, la crise économique.

Lorsqu'au mois de juillet les experts rédigeaient leur rapport, ils écrivaient, au sujet des « conséquences économiques du redressement financier » :

La stabilisation des changes sera fatalement suivie d'un réajustement des prix. L'accroissement du coût de production qui en résultera diminuera les possibilités d'exportation, à l'instant même où la consommation intérieure se trouvera restreinte par l'élévation du coût de la vie.

D'où une perturbation temporaire (!) mais profonde des marchés, et par suite de la nécessité de réalisation, un excès de concurrence.

...Que la crise soit longue ou courte, on ne saurait espérer qu'elle puisse évoluer sans créer du chômage avec toutes les conséquences so-

ciales qu'il entraîne, tant il est vrai que tous les éléments du travail (ouvriers, employés, et employeurs) sont solidaires les uns des autres et bénéficient ou souffrent ensemble de la prospérité ou de la ruine des entreprises.

Nous sommes au début des difficultés économiques créées par le relèvement du franc. Sur la rapidité du développement de la crise on ne peut rien prédire : cela dépend du délai dans lequel on tentera la stabilisation (les retours offensifs de l'inflation ne sont pas exclus !) mais on peut affirmer que la crise commence.

Et c'est dans les débuts de la crise économique que nous trouvons les racines de l'offensive contre la classe ouvrière. Une savante campagne de presse, qui a débuté dès septembre par la louange quotidienne du relèvement du franc s'attache à ancrer dans la masse les quelques idées suivantes :

1. Le franc monte et le coût de la vie va baisser. La diminution normale sur les denrées d'importation est prise comme base de cette campagne d'illusion.

2. Le franc remonte et la valeur des salaires augmente. Si nous voulons concurrencer les industries étrangères il faut produire à meilleur marché, ou alors c'est la misère et le chômage.

3. En cas de chômage, la main-d'œuvre étrangère fournira une excellente soupe de sûreté.

C'est une savante préparation idéologique contre toute augmentation des salaires, pour la diminution même des salaires, pour la « rationalisation » de l'industrie, pour le renforcement du courant xénophobe chez les ouvriers français.

Les deux grands problèmes qui se poseront devant nous, de plus en plus, sont donc la « rationalisation » et la « main d'œuvre étrangère » et coloniale.

Position de la C. G. T. réformiste

Sur ces deux problèmes il est donc capital de confronter l'attitude de Jouhaux et de la C. G. T. réformiste et celle que doivent avoir les militants révolutionnaires.

En ce qui concerne la rationalisation les articles parus dans de précédents numéros des *Cahiers* ont montré suffisamment le rôle des réformistes qui soutiennent ouvertement la thèse bourgeoise. Dans tous leurs écrits et manifestes ils se prononcent pour la transformation des méthodes de travail en masquant que cette transformation se prépare aux frais des ouvriers.

Sur la question de la main-d'œuvre étrangère et coloniale c'est également fort clair. D'après le compte rendu paru dans *Le Peuple* du 29 novembre, voici ce que dit Jouhaux le 28, à l'assemblée des syndicats confédérés de la Région parisienne :

A propos de la main-d'œuvre étrangère, Léon Jouhaux a mis en garde les militants et les syndiqués contre cette opinion exprimée dans certains milieux qu'il suffirait de reconduire à la frontière les travailleurs des autres nationalités pour conjurer toute menace de chômage...

D'abord arrêter l'immigration. Il est impossible que pendant que le chômage s'affirme, on continue à introduire en France des ouvriers étrangers. C'est contre leur intérêt, c'est contre notre intérêt.

Il faut prévoir aussi par des mesures diplomatiques le retour de ceux des salariés qui voudront retourner dans leur pays d'origine. C'est un fait constaté : à chaque crise, de nombreux ouvriers étrangers sont enclins à reprendre le chemin de leur nation d'origine. Il faut songer à faciliter leur rapatriement.

Puis 500.000 travailleurs indigènes sont présents en France. Ils pourraient rendre de grands services dans l'exploitation industrielle des colonies, étant donné les connaissances qu'ils possèdent désormais. Nombreux sont ceux qui ne demanderaient pas mieux, sous les conditions à déterminer, de rejoindre leur pays.

Ainsi, donc, en parlant de la M. O. E. Jouhaux parle d'arrêter l'immigration mais ne trouve pas un mot à dire contre le patronat et le gouvernement qui ont organisé et organisent encore cette immigration. Quant aux « facilités de rapatriement » il apparaît bien que c'est la porte ouverte à tout, expulsions de militants, « écrémage » de la M. O. E., de tous ceux qui forment les cadres actuels du mouvement. Enfin, Jouhaux oublie de revendiquer pour les ouvriers étrangers les droits égaux à ceux des Français.

C'est au sujet de la main-d'œuvre coloniale qu'il est peut-être le plus cynique. Comme il parle bien de ces 500.000 indigènes qui « pourraient rendre de grands services dans l'exploitation industrielle des colonies ». C'est l'amorce d'une solution impérialiste par excellence.

Le plan des experts disait :

Favoriser la mise en valeur des colonies susceptibles de fournir à la métropole de nombreuses matières premières qu'elle achète actuellement à l'étranger.

Toute la presse poincariste a parlé de la « mise en valeur des colonies ». Sur l'exploitation renforcée et odieuse des indigènes on réalisera les bénéfices permettant d'atténuer le poids du chômage sur certaines catégories d'ouvriers en France.

Rien de sérieux contre la xénophobie, et l'acceptation de l'exportation des masses indigènes voilà un beau programme, ajouté à la préparation des « nouvelles méthodes de travail ».

Notre action

Le premier point sur lequel doit porter notre propagande est naturellement l'explication des causes de la crise et le procès du régime qui l'engendre. D'où doit découler que les travailleurs n'y ayant aucune responsabilité n'en doivent aucunement supporter tous les effets, c'est-à-dire :

Droit au travail pour tous.

Sauvegardons la capacité d'achat des salaires.

Tandis que le chômage sévit dans telle usine, dans une autre usine on fait des heures supplémentaires :

Contrôle de l'embauchage et du débauchage ainsi que de la production.

Application intégrale des huit heures de la semaine de quarante-quatre heures ou de durée moindre.

Lorsque le travail est réduit au point que réparti entre tous les ouvriers de l'usine, chacun ne fait plus une semaine complète de quarante-quatre heures il est nécessaire de lutter pour que la semaine complète de salaire soit payée, la différence entre le salaire pour le nombre d'heures faites et le salaire d'une semaine complète devant être obtenue par allocations à la charge du patron et du gouvernement.

Pour la M. O. E., résister avec vigueur au courant chauvin et nationaliste en expliquant pourquoi il y a trois millions d'étrangers en France.

Dénoncer le patronat et le gouvernement qui ont organisé et continuent l'organisation de l'immigration ; droit syndical et droit d'asile, droit au travail et aux secours pour tous les ouvriers étrangers dans les mêmes conditions que les ouvriers français.

Enfin, pour les chômeurs complets, auxquels le capitalisme est responsable de ne fournir aucun travail :

Secours sur la base du salaire vital.

Exonération de tous les impôts directs au profit des salariés justifiant d'un chômage prolongé.

Mais nous ne pouvons nous en tenir là. Notre but doit être l'organisation des chômeurs en comités puissants (par industrie et par localités) qui mèneront l'action énergique nécessaire auprès du patronat et du pouvoir pour l'obtention des crédits nécessaires à des allocations suffisantes ou à l'ouverture de travaux publics employant les chômeurs.

Telles sont les lourdes tâches qui nous attendent et qui seront précisées au cours de la lutte et d'après son expérience.

Roger GAILLARD.



LA GUERRE IMPÉRIALISTE

□ □ □

Transformer la guerre impérialiste en guerre civile

La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien véritable indiqué par l'expérience de la Commune, proclamé par le manifeste de Bâle (1912) et découlant de toutes les conditions de la guerre impérialiste entre pays bourgeois hautement déve'oppés. Quelques grandes que puissent paraître les difficultés de cette transformation, les socialistes la prépareront méthodiquement, opiniâtement, sans relâche, puisque la guerre est devenue un fait.

(Manifeste du Comité Central du Parti-social-démocrate ouvrier russe au début de la guerre.)

Le moment de la guerre civile

C'est précisément à présent, quand la bourgeoisie dirigeante se prépare à désarmer pacifiquement des millions de prolétaires et, sous la noble apparence d'une douce idéologie, en les aspergeant de l'eau bénite des petites phrases pacifistes ! — à les faire passer sans danger de leurs boueuses, puantes, épouvantables tranchées, où ils travaillent à la boucherie, dans les bagnes des fabriques capitalistes où ils devront « par un honnête travail » regagner les centaines de milliards de la dette d'Etat, c'est précisément à présent, avec plus de sens qu'au début de la guerre, que s'impose la devise lancée aux peuples par notre Parti pendant l'automne 1914 : *Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme !* Karl Liebknecht, condamné aux travaux forcés, a adopté cette devise quand il a dit du haut de la tribune du Reichstag : « Tournez vos armes contre vos ennemis de classe à l'intérieur du pays ». A quel point la société contemporaine est mûre pour passer au socialisme, la guerre précisément l'a prouvé, lorsque la tension des forces du peuple a obligé à régulariser toute la vie économique de plus de cinquante millions d'hommes dans un seul centre. Si cette régularisation est possible sous la direction d'une poignée de hobereaux-junkers, dans l'intérêt de quelques as de la finance, cela, sans doute est tout aussi possible sous la direction d'ouvriers conscients, dans l'intérêt des neuf dixièmes d'une population épuisée par la famine et par la guerre.

N. LÉNINE (31 janvier 1917)

(Un tournant dans la politique mondiale.)

Ce que n'ont pas fait les chefs social-démocrates

Kautsky pour battre ses adversaires de gauche, leur impute des insanités : ils auraient posé la question comme si « en réponse » à la guerre, « les masses » avaient dû faire la révolution « dans les 24 heures » opposer le socialisme à l'impérialisme, sous peine de prouver « leur manque de caractère et leur trahison » ! Mais c'est pur galimatias dont se sont jusqu'à présent servis les barbouilleurs de papier pour battre, dans les petits livres de la bourgeoisie et de la police, les révolutionnaires. Les adversaires de gauche de Kautsky savent fort bien qu'on ne peut pas « faire une révolution », que les révolutions *surgissent* des crises objectivement mûres (indépendamment de la volonté des partis et des classes) et des bouleversements de l'histoire, que les masses sans organisation n'ont pas de volonté unique, que la lutte contre la forte organisation militaire, terroriste, des États centralisés est longue et difficile. Les masses ne *pouvaient* rien faire, leurs chefs ayant trahi à la minute critique, mais les « petites poignées de ces chefs *pouvaient* parfaitement et devaient voter contre les crédits de guerre, s'opposer à la « paix sociale », s'affirmer défaitistes vis-à-vis de leurs gouvernements, créer un organisme international pour la fraternisation dans les tranchées, organiser une presse illégale pour préconiser le passage nécessaire à l'action révolutionnaire.

N. LÉNINE (1915).

(*Le krach de la 2^e Internationale.*)

Contre toutes les guerres

Des socialistes ne peuvent se déclarer adversaires de n'importe quelle guerre, sous peine de cesser d'être des socialistes. Il n'est pas permis de se laisser aveugler par la guerre impérialiste actuelle à une époque impérialiste ; des guerres de ce genre entre « grandes » puissances sont précisément typiques ; mais cela n'exclut pas la possibilité de guerres démocratiques et d'insurrection, venant par exemple de nations opprimées qui tenteraient de s'affranchir de leurs oppresseurs. Des guerres civiles du prolétariat contre la bourgeoisie pour le socialisme, sont inévitables. Des guerres du socialisme vainqueur dans un pays, contre d'autres pays, bourgeois ou réactionnaires sont possibles.

N. LÉNINE (Octobre 1916).

P.-S. — Dans le dernier numéro de *The Socialist Review* (septembre 1916) organe de l'Indépendant Labour Party opportuniste, nous trouvons, page 287, une résolution de la Conférence de ce parti à Newcastle : refus de soutenir toute guerre, *quelle qu'elle soit*, de la part de *quelque gouvernement* que ce soit, quand bien même cette guerre serait dite « de défense nationale ». Mais à la page 205, nous trouvons la déclaration suivante qui vient de la rédaction :

« Nous n'approuvons pas l'insurrection des Irlandais (Sinn-Feiners) ». Il s'agit du récent soulèvement. « Nous n'approuvons aucune insurrection armée, de même que nous n'approuvons aucune forme de militarisme et de guerre ».

Est-il nécessaire de montrer que *de pareils* « anti-militaristes » de *pareils* partisans du désarmement, non plus dans un petit pays, mais dans une grande puissance, sont les opportunistes les plus dangereux ? Et pourtant, théoriquement ils ont tout à fait raison quand ils considèrent l'insurrection armée comme « une des formes » du militarisme et de la guerre.

N. LÉNINE (Octobre 1916).

Guerre et Révolution

Où se trouve donc le trait essentiel qui distingue *ces deux formes* de l'opportunisme dominant ? (social-impérialisme avoué et social-impérialisme voilé sous une phraséologie pseudo-marxiste).

Il est en ceci que l'on garde le silence sur la question concrète *des rapports de la guerre actuelle avec la révolution et sur les autres questions concrètes de la révolution*, ou bien qu'on en voile la nature, ou bien qu'on les traite de manière à ne pas enfreindre les interdictions policières. Et cela en dépit de ce fait, qu'avant la guerre on a indiqué, à d'innombrables reprises, le lien qui devait exister précisément entre *cette guerre future* et la révolution prolétarienne ; on en parlait alors aussi bien dans des déclarations non officielles que dans l'officiel manifeste de Bâle.

N. LÉNINE (Octobre 1916).

Les Femmes ouvrières et la Guerre

Un observateur bourgeois de la Commune écrivait, en mai 1871, dans un journal anglais : « Si la nation française ne se composait que de femmes, quel méchant peuple ce serait ! » les femmes et les enfants de treize ans combattirent pendant la Commune, à côté des hommes. Il n'en sera pas autrement dans les batailles qui s'annoncent pour le renversement de la bourgeoisie, les femmes des prolétaires ne se borneront pas à regarder passivement une bourgeoisie bien armée tirer sur des ouvriers mal équipés ou complètement dépourvus d'armes. Elles aussi prendront le fusil, comme en 1871, et de toutes ces nations terrorisées aujourd'hui, ou plus exactement, de tout ce mouvement ouvrier, actuellement plus désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements, sortira sans aucun doute, tôt ou tard, mais infailliblement, une union internationale de « méchants peuples », c'est-à-dire de prolétariats révolutionnaires.

Actuellement, la militarisation se fait sentir dans toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée de grandes puissances pour le partage du monde ; — il doit donc fatalement amener la militarisation de tous les pays, même des neutres et des petites nations. Qu'è feront donc contre cela les femmes prolétaires ? Se borneront-elles à maudire la guerre et les armes, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée qui est véritablement révolutionnaire ne se résigneront à un rôle si pitoyable. Elles diront à leurs fils :

« Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et exerce-toi de ton mieux au métier des armes. C'est une expérience que doivent posséder les prolétaires, non pour tirer contre leurs frères, les ouvriers des autres pays, comme il arrive dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres du socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de notre propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère, aux guerres, autrement que par des vœux inoffensifs, par la victoire sur la bourgeoisie qui sera alors désarmée. »

Si l'on renonce à mener cette propagande, et justement à l'occasion de la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir de grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution contre la guerre.

N. LÉNINE (Octobre 1916).

Le soutien des soulèvements contre le joug des grandes puissances

Evidemment, les auteurs polonais posent la question de « la défense de la patrie » tout autrement que ne la pose notre Parti. Nous repoussons « la défense de la patrie » dans la guerre impérialiste. Cela est dit on ne peut plus clairement dans le manifeste du C. C. de notre Parti et dans les résolutions de Berne qu'on trouvera reproduites dans la brochure *Le socialisme et la guerre*, publiée en allemand et en français. Nous avons souligné cela deux fois encore dans nos thèses (remarques au paragraphe 4 et au paragraphe 6). Evidemment, les auteurs des thèses polonaises repoussent la défense de la patrie d'une façon générale, c'est-à-dire même pour une guerre nationale, estimant, peut-être, que les guerres nationales « dans l'ère de l'impérialisme » sont impossibles. Nous disons : peut-être, parce que dans leurs thèses, les camarades polonais n'ont pas exposé un pareil point de vue.

Ce point de vue est clairement exprimé dans les thèses du groupe allemand l'*Internationale* et dans la brochure de Junius, à laquelle nous consacrons un article particulier. Remarquons, pour compléter ce que nous disons, que l'insurrection nationale d'une région ou d'un pays annexé contre le pays qui annexe, peut précisément s'appeler une insurrection et non pas une guerre (nous avons entendu cette objection et c'est pourquoi nous la rapportons,

bien que nous considérions cette discussion terminologique comme peu sérieuse). En tout cas, nier que la Belgique, la Serbie, la Galicie, l'Arménie, qui sont annexées doivent appeler leur « insurrection » contre les oppresseurs « une défense de la patrie » et qu'elles auront raison de l'appeler ainsi, on ne l'osera plus guère. Il en résulte que nos camarades polonais se déclarent contre une telle insurrection, en se basant sur ce fait que dans ces pays annexés il y a aussi une bourgeoisie qui opprime aussi d'autres peuples, ou plus exactement : qui peut opprimer, car il s'agit seulement de « son droit à opprimer ».

Pour apprécier une pareille guerre ou une pareille insurrection, on considère donc non son véritable contenu social (la lutte d'une nation opprimée contre l'opresseur pour l'émancipation) mais la possibilité pour la bourgeoisie actuellement opprimée de réaliser son « droit à l'oppression ». Si la Belgique, mettons en 1917 est annexée par l'Allemagne, — et si, en 1918, elle se soulève pour son émancipation, nos camarades polonais se déclareront contre ce soulèvement en se basant sur ce fait que la bourgeoisie belge a « le droit d'opprimer d'autres peuples » !

Il n'y a pas un grain d'esprit marxiste ou, en général révolutionnaire dans ce raisonnement. Sans trahir ce socialisme, nous devons soutenir toute insurrection contre notre principal ennemi, la bourgeoisie des grandes puissances, si ce n'est pas une insurrection des classes réactionnaires. En renonçant à soutenir les insurrections des pays annexés, nous devenons, objectivement parlant, des annexionnistes. C'est précisément « dans l'ère de l'impérialisme » qui est l'ère du début de la révolution sociale, c'est alors que le prolétariat soutiendra, avec une particulière énergie, aujourd'hui, l'insurrection des régions annexées, pour attaquer en même temps ou dès demain la bourgeoisie de la « grande » puissance, affaiblie par ce soulèvement.

N. LÉNINE (31 janvier 1917).

(*Le Socialisme et le droit des nations
à se définir d'elles-mêmes.*)

Nous disons : pour que nous soyons en état d'accomplir la révolution socialiste et de renverser la bourgeoisie, les ouvriers doivent s'unir plus étroitement et cette union étroite est favorisée par la lutte pour le droit d'autonomie des nations, c'est-à-dire par la lutte contre les annexions.

Et cela est encore plus évident dans la question des colonies.

N. LÉNINE (31 janvier 1917).

(*Le Socialisme et le droit des nations
à se définir d'elles-mêmes.*)

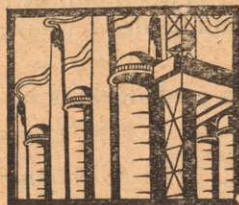
Mouvement national
noyé dans la guerre impérialiste

L'élément national n'est représenté dans la guerre actuelle *que* par la guerre de la Serbie contre l'Autriche (ce que remarque, entre autres, la résolution de la Conférence de Berne de notre Parti). En Serbie seulement, parmi les Serbes, nous voyons un mouvement national, ayant un long passé et qui entraîne des « masses nationales » formées de milliers d'hommes, mouvement dont la guerre contre l'Autriche est la « continuation ». Si cette guerre était isolée, c'est-à-dire si elle ne se rattachait pas aux convoitises et aux interdictions de brigandage de l'Angleterre, de la Russie, et d'autres grandes puissances, tous les socialistes *devraient* souhaiter le succès de la bourgeoisie serbe ; seule solution juste et absolument nécessaire à la question nationale dans la guerre actuelle. Mais le sophiste Kautsky, maintenant au service des bourgeois autrichiens, cléricaux et militaires, ne tire précisément pas cette conclusion.

Mieux, la dialectique de Marx, dernier mot de la méthode scientifique évolutionniste, défend l'examen isolé, c'est-à-dire unilatéral et hideusement déformé du sujet. Le caractère national de la guerre austro-serbe n'a *aucune* influence sérieuse dans la guerre européenne, et ne peut pas en avoir. Si l'Allemagne remporte la victoire, elle étranglera la Belgique, une partie encore de la Pologne, peut-être une partie de la France, etc... Si la Russie vainc, elle étranglera la Silésie, une partie encore de la Pologne, l'Arménie, etc... Si la partie est nulle, les anciennes oppressions subsisteront. Pour la Serbie, c'est-à-dire pour le centième peut-être des belligérants actuels, la guerre est la « suite de la politique » du mouvement bourgeois d'émancipation nationale. Pour les autres quatre-vingt dix-neuf centièmes des belligérants, la guerre est la continuation de la politique impérialiste, en d'autres termes de celle d'une bourgeoisie décrépite, capable de démembrer, mais non de libérer les nations. La Triple Entente, en libérant la Serbie vend les intérêts de la liberté serbe à l'impérialisme italien qui paie en accordant son concours pour le pillage de l'Autriche.

N. LÉNINE (1915).

(*Le krach de la 2^e Internationale.*)



Les Impérialistes

et la Révolution chinoise

□ □ □

Les derniers événements de Chine et les progrès incessants depuis le mois d'août 1926 des forces révolutionnaires sont une menace grave pour les bourgeoisies impérialistes d'Occident.

Boukharine écrit à ce sujet :

Quand l'impérialisme doit de nouveau résoudre la grave question des débouchés extérieurs, le fait que la Chine s'émancipe de l'influence du capital étranger est un coup terrible porté au régime capitaliste.

En Chine une importante partie de la grande industrie appartient au capital étranger. La perception des droits de douane et divers monopoles (celui du sel) sont entièrement aux mains des étrangers. Il en est de même du système fiscal qui dans une large mesure est sous leur contrôle.

La Chine est un immense marché. Elle peut devenir un immense réservoir de matière première.

Pour toutes ces raisons l'impérialisme reste attaché aux positions dominantes qu'il s'est acquises en Chine et de nouveaux compétiteurs plus tardivement venus cherchent à conquérir des avantages. C'est le cas de l'Amérique, visant à supprimer les zones d'influences anglaises et japonaises et à faire de la Chine un marché libre et un débouché pour le placement de ses capitaux (1).

Toute la politique de cette dernière année a été dominée par le réveil de la lutte nationale en Chine caractérisée par l'adhésion de masses ouvrières et paysannes de plus en plus larges au mouvement et la volonté des impérialistes de se servir des féodaux, propriétaires du sol et gouverneurs militaires de province pour écraser le soulèvement populaire.

Ce fut dans le Nord la lutte de Tchang Tso Lin, gouverneur de Mandchourie et allié des Japonais contre le Kuo min chun (armée nationale du Nord) et Feng Yu Siang dont la première phase s'est

(1) Voir à ce sujet et au sujet de la domination des divers impérialistes en Chine l'article de Lucie Leiciague, *Cahiers* n° 59. *La marche victorieuse des armées cantonaises est une étape vers l'affranchissement de la Chine.*

achevée par la défaite de celui-ci près de Moukden, sous les murs de Tien-Tsin, puis l'évacuation de Pékin, l'abandon de la passe de Nankéou et la retraite des armées nationales hors de Kalgan et des provinces de Shansi et de Chili.

Dans le Sud, ce fut la lutte des impérialistes anglais contre le mouvement ouvrier de la vallée du Yang Tsé Kiang, le fleuve bleu (grèves de Changhaï) et la tentative d'étranglement militaire du gouvernement de Canton, gouvernement national du Parti Kuomintang, le Parti national populaire de Sun Yat Sen.

La dernière tentative fut celle d'Ou Peï Fou descendant vers Canton. L'armée cantonaise, commandée par des officiers de l'école militaire de Canton, politiquement éduquée, bien armée, disciplinée et équipée, guidée par un bon général, Chang Kaï Shek, fut victorieuse à Changta et un mois après le début de la campagne s'emparait des trois villes sœurs de la bouche du Yang Tsé Kiang Hankéou, Outchang, Hanyang.

Importance des Victoires militaires.

Il n'existait jusqu'à ces dernières années en Chine que des armées de métier, bandes de mercenaires à la solde des gouverneurs féodaux des provinces dont elles assuraient le pouvoir. Elles vivaient sur l'habitant, se vendaient au plus offrant et furent un appui tout trouvé pour les impérialistes qui appuyèrent leur influence sur les chefs de bandes et les gouverneurs militaires.

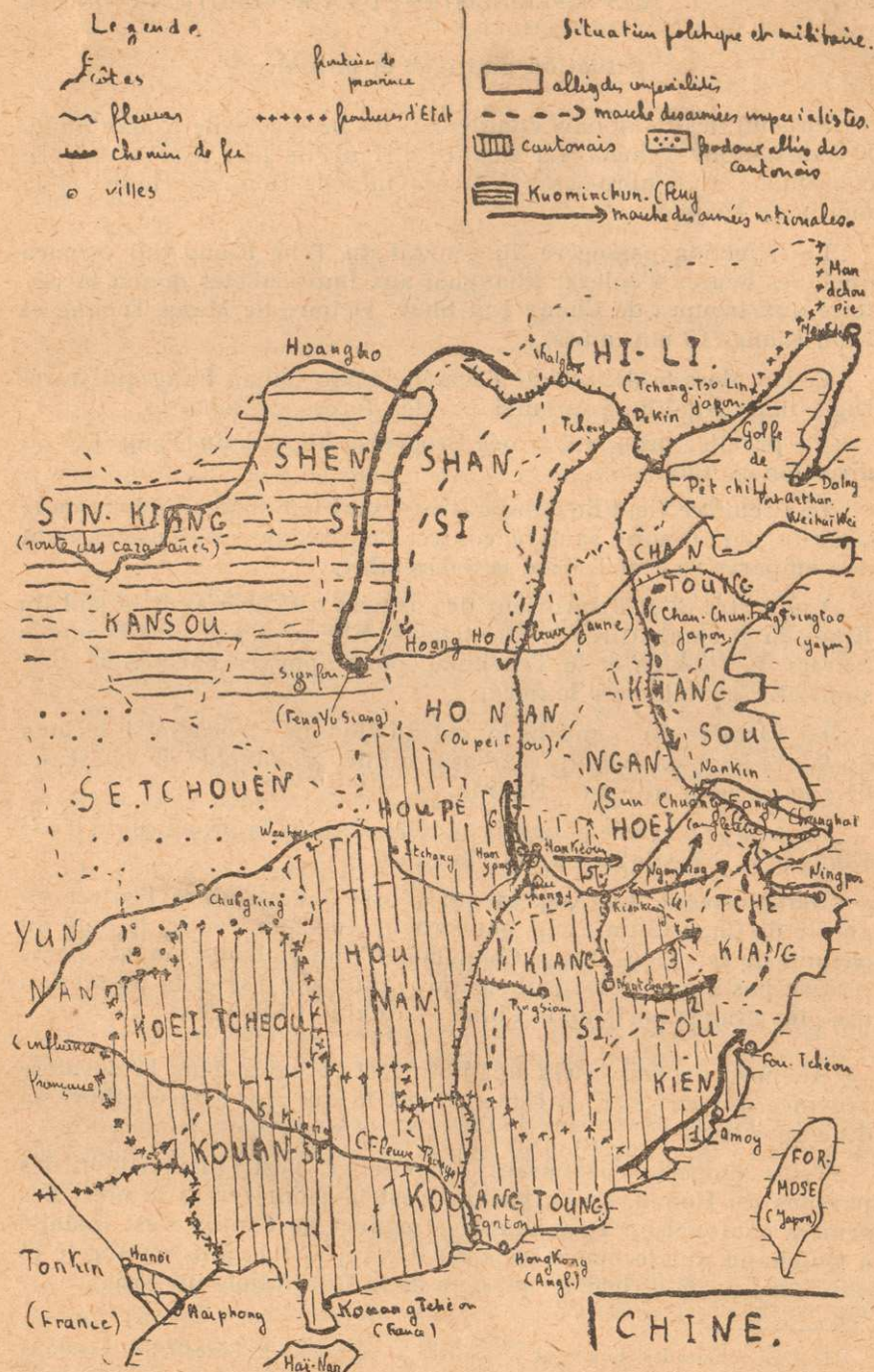
L'apparition au Nord et au Sud d'armées nationales révolutionnaires appuyées sur des classes en lutte pour leur émancipation, et subordonnées à un pouvoir révolutionnaire central est un fait nouveau, capital dans l'histoire des luttes du peuple chinois.

On s'est toujours attaché à faire ressortir que les victoires des armées nationales furent assurées non seulement grâce à leur supériorité militaire, mais au programme politique pour lesquels elles combattaient avec héroïsme et qui leur gagnait les sympathies et l'aide effective des populations. Les armées des féodaux se dissocièrent au cours des combats et de nombreux éléments passèrent aux forces nationales. Le contraire ne se produisit jamais.

Cependant les féodaux et les impérialistes leurs alliés n'auraient que mépris pour des foules désarmées, ou des troupes sans valeur militaire. La Révolution chinoise, appuyée sur les baïonnettes du Kuomintang et des armées de Canton, voilà la force avec laquelle doivent compter les impérialistes et leurs laquais.

La phrase de Blanqui reste vraie pour la Chine :

On fusille des foules désarmées. On se prosterne devant les baïonnettes.



Situation politique et militaire (1)

En août, les Cantonais dominaient les provinces de Kouantoung, Kouansi, Koué Tchéou. La victoire d'Hankéou leur assura dans le courant de septembre-octobre la province de Hounan, Houpé et la moitié du Kiangsi.

La défection passagère du général du Tché Kiang qui menaça quelques heures d'enlever Changhaï aux impérialistes donna la victoire aux troupes de Chang Kaï Shek, victoire de Mang Tchang et Kiou Kiang (15 novembre).

Ce fut alors la débâcle de l'armée de San Chuan Fang qui se réfugia dans Nankin, poursuivi par les forces cantonaises.

Un premier groupe d'armée progresse au sud du Yang Tsé en direction de Changhaï.

La première vient de Canton, traversant le Foukien, le long de la mer, du sud au nord, sans rencontrer de résistance sérieuse et vient de s'emparer de Fou Tchéou le 6 décembre.

Une autre (2 et 3) provient des armées qui libérèrent le sud du Kiang Si et combattirent à Nantchang. Elle se dirige vers la mer à travers le Toukien et le Tchékiang pour appuyer l'armée n° 1 et s'infléchir ensuite vers le nord.

La dernière (4) a envahi le sud du Hanoué et progresse le long du fleuve bleu, en évitant les abords du fleuve, sillonné de vaisseaux de guerre, pour atteindre Nankin.

Ce groupe d'armée poursuit la délivrance de la province du Tché Kiang et la prise de Nankin et Changhaï.

Dernièrement, les Anglais ont réussi à déterminer l'entrée en guerre de Chan Chun Fang, gouverneur du Chan Toung, le long du chemin de fer Tien-Tsin à Changhaï. L'impérialisme anglais ne se résigne pas à perdre les embouchures du Yang Tsé et la possession des plus grands ports de la Chine : Nankin et Changhaï.

Au nord du fleuve, Ou Peï Fou s'est réfugiée dans la dernière province qui lui reste, le Honan. C'est là que son armée achève sa décomposition.

Trois dangers le menacent. Le premier, c'est l'insurrection des paysans du Honan. Le deuxième, c'est la montée vers le nord des armées cantonaises. Déjà le gouvernement de Canton s'est installé à Outchang, sur le fleuve bleu, où il est à la fois plus en sûreté et plus à même de diriger les progrès de la Révolution chinoise.

Enfin, le troisième ennemi de Ou Peï Fou, c'est Feng Yu Siang et l'armée du Nord. Celle-ci s'est réorganisée après la perte de Kalgan et a su s'appuyer dans le Shansi sur les paysans en lutte contre la tyrannie des féodaux. Après avoir assuré par l'occupation du Sin Kiang, à l'extrême ouest de la Chine, la communication avec la Mongolie soviétique (route des caravanes par la passe de Djoungari Tobolsk et le sud de l'Oural vers Moscou) et la possibilité du ravitaillement en armes et en munitions, Feng se dirige actuellement vers l'ouest et vient de pénétrer dans le Honan.

Là aussi les impérialistes vont tenter un dernier effort. Tchang Tso Lin lui-même, n'ayant plus rien à redouter de son ennemi Ou Peï Fou, fait descendre les divisions mandchoues de Pékin vers Hankéou par la voie ferrée du centre de la Chine.

C'est là une menace grave pour les forces nationales.

Cependant la jonction des insurrections paysannes, de l'armée cantonaise chaque jour renforcée et retranchée de la Houpé et l'arrivée sur son flanc droit de l'armée Kuominchun rend la situation dans le Honan singulièrement malsaine pour l'armée de Tchang Tso Lin.

La situation des féodaux apparaît désespérée à l'impérialisme anglais. Ce n'est pas une raison pour celui-ci de renoncer à ses privilèges. C'est pourquoi il a très fréquemment ces temps derniers, lors de la prise d'Hankéou, lors de la menace sur Changhaï et enfin après la victoire de Kiou Kiang envisagé l'intervention armée.

Mais le *Bulletin quotidien* du Comité des forges écrit à ce sujet : « Le bureau politique du Kuomintang, installé à Outchang, se livre à une propagande intense favorablement accueillie dans les diverses couches de la population en faveur des mots d'ordre suivants :

- 1° Boycott des marchandises étrangères ;
- 2° Propagande pour la suppression des concessions ;
- 3° Grève des administrations et des douanes, saisie des services et des fonds ;
- 4° Provoquer des mouvements sanglants. (Inutile d'insister sur le caractère tendancieux de telles informations.)

Si cette propagande réussit elle provoquera un mouvement plus grave que celui des Boxers et dont rien ne pourra cette fois-ci se rendre maître.

Comme le notait la *Journée Industrielle*, dans un pays comme la Chine qui se défend par sa masse, la politique d'intervention est condamnée à un échec.

La politique de ruse

Mais il ne s'agit pas encore pour les impérialistes de renoncer à leur rêve d'hégémonie sur la Chine. Ce que la violence ne peut plus donner, la manœuvre le donnera.

(1) Les camarades pourront se porter avec profit à l'excellente carte de Chine publiée dans l'article de Lucie Leiciague dans le n° 59 des *Cahiers*, pour la comparer à celle qui accompagne cet article.

C'est ce que conseille le *Bulletin* du Comité des Forges :

Il serait politique d'approcher les chefs du Kuomintang. Les puissances ne déchoiront pas et ne perdront pas leur prestige à discuter de nouveaux traités.

Déjà les Anglais ont changé d'attitude vis-à-vis des Cantonais. Les fonctionnaires en Chine ont reçu l'ordre de ne plus désigner les Cantonais sous le nom de « Red » mais sous celui de « nationalistes ».

Si les Cantonais mordent à cette politique ils auront l'appui des puissances occidentales. Il y a un obstacle à cela, s'il est vrai que les Etats-Unis ne s'opposent pas à la saisie des douanes maritimes. Les Cantonais auraient tort de se gêner et ne se gêneront pas.

Les buts actuels des impérialistes sont clairs. On fera chanter les Cantonais sous la menace de l'intervention et on offrira de traiter avec eux.

La duplicité anglaise en sera pour ses frais. Elle est vraiment trop grossière. Les forces révolutionnaires de Canton libéreront la Chine, que le *Foreign Office* les nomme « forces rouges ou forces nationales ». Comme si les étiquettes jouaient un rôle quand l'intérêt des masses est en jeu.

Les classes sociales en Chine et la manœuvre impérialiste

Ce qui fait le sérieux de la manœuvre impérialiste c'est que la population chinoise n'est pas homogène et que le mouvement révolutionnaire lui-même entraîne des classes diverses :

1° Les généraux, les grands négociants, les bureaucrates mandarins, les grands propriétaires fonciers sont alliés à l'impérialisme.

2° La bourgeoisie chinoise, classe du capitalisme chinois en voie de développement. Elle a d'abord lutté à l'aide directe du Kuomintang pour se libérer de la tutelle impérialiste. A présent, effrayée par le torrent populaire qu'elle a déchainé elle se jette dans les bras des impérialistes, mais cherche à obtenir d'eux des concessions et des réformes. Elle a été récemment éliminée du Kuomintang.

3° Les petits et moyens commerçants luttent contre les impôts, les monopoles des douanes. Ils forment actuellement le centre du Kuomin, il ne s'agit pas d'un commerce installé, mais du commerce primitif et ambulancier.

4° La force révolutionnaire repose en premier lieu sur les ouvriers et les paysans, puis sur les étudiants.

Dès aujourd'hui deux routes s'ouvrent pour la Chine.

Et Boukharine écrit :

La Chine révolutionnaire trouvera-t-elle sa propre voie, marchera-t-elle liée par l'alliance et l'unité avec la classe ouvrière victorieuse de l'ex-Russie ou bien le capital étranger parviendra-t-il à établir son hégémonie sur le développement économique et politique de la Chine.

Le capital étranger peut tenter de réaliser ses desseins soit en apportant un appui direct aux militaristes révolutionnaires, soit en faisant des concessions diverses à la bourgeoisie nationale chinoise tout en orientant le développement ultérieur de la Chine dans une voie purement capitaliste sous la tutelle des groupements capitalistes étrangers.

Les tâches de notre Parti

Le Parti français doit soutenir la lutte du prolétariat et des paysans révolutionnaires en Chine dans le sens du développement intégral du mouvement.

Notre Parti doit :

1° Appeler les travailleurs de France à soutenir la lutte des Chinois pour débarrasser leur pays des féodaux et des impérialistes étrangers ;

2° Le prolétariat français devra s'opposer, en luttant contre son propre impérialisme, à l'intervention armée contre les révolutionnaires de Chine, exiger le rapatriement des troupes et des bateaux de guerre ;

3° Le Parti français a le devoir de préparer la fraternisation des soldats et marins avec les révolutionnaires chinois en cas d'intervention des puissances en Chine. En fraternisant, les soldats et marins français ne trahiront pas leur pays, mais serviront les intérêts et les destinées de leur classe ;

4° Notre Parti a le devoir en France de soutenir les organisations nationales révolutionnaires des travailleurs chinois immigrés, de défendre leurs intérêts et leurs droits et de soutenir ces organisations dans la lutte pour l'indépendance de la Chine dans le sens du mouvement le plus intégral. Développer le mouvement communiste et l'aile gauche du Kuomintang.

Notre conclusion sera cette déclaration de Boukharine :

Le développement de la lutte nationale révolutionnaire en Chine est le centre de ralliement des insurgés de l'Inde, de l'Indochine et de l'Insulinde (1) pour se libérer du joug des impérialistes. La révolution chinoise ne peut pas ne pas avoir une répercussion dans les Indes dont l'industrialisation mettra de plus en plus en relief le rôle du prolétariat industriel.

La révolution chinoise est une brèche formidable dans la stabilisation du capitalisme mondial.

André REYMOND

9 décembre 1926.

(1) Insulinde : Java, Sumatra, Bornéo.

Questions d'organisation

= La direction des cellules =

□ □ □

Le Congrès de Lille a défini clairement les tâches du Parti dans le domaine de l'organisation.

- 1° La direction des cellules ;
- 2° La conquête des grosses entreprises ;
- 3° Les journaux d'entreprises ;
- 4° La révision de la structure des cellules.

Nous nous proposons de donner à chaque militant du Parti, et sur chacun de ces quatre points, des indications essentielles pour que ce travail d'organisation soit méthodiquement entrepris selon un plan de travail préalablement étudié avec les secrétariats des différents comités du Parti (Comité de région, Comité de rayon, Comité de sous-rayon).

Les tâches d'organisation ne sont pas toujours remplies parce que les comités de Parti, à tous les échelons, n'ont pas encore divisé leurs tâches en sections de travail (section d'organisation, section d'agit-prop, section syndicale, etc...) et parce qu'ils n'ont pas encore mis à la tête de chaque section un secrétaire ou un responsable qui prend l'initiative du travail, qui exécute ce travail secondé par des camarades qui étudient les problèmes en commission et qui sont convoqués selon les possibilités, l'état des cadres et, bien entendu, sous le contrôle absolu des comités du Parti.

Il importe que dans nos régions, dans nos rayons, dans nos sous-rayons on constitue des sections de travail et en premier lieu les sections d'organisation.

Jusqu'à présent les secrétaires de région, les secrétaires de rayon, et les secrétaires de sous-rayon ont dû faire face à de multiples tâches et n'ont pas eu la possibilité de faire un travail suivi et coordonné dans chaque branche de travail. Il fallait qu'ils s'occupent de tout.

Le travail d'organisation a été négligé. Ce travail, il faut le dire, apparaît aux yeux de chacun comme une chose complexe qu'il nous faut cependant résolument mettre à l'étude.

Nos sections d'organisation dès qu'elles seront constituées à tous les échelons devront poser, examiner et résoudre la question de la direction des cellules.

Le premier rayon de la région parisienne examine cette question dans le rapport qu'il présente à sa prochaine conférence. Il souligne les faiblesses de nos cellules et il indique comment on peut augmenter la force de celles-ci en mettant à la tête de chacune de nos organisations de base groupant plus de dix ou douze camarades un bureau de cellule pour la direction et l'organisation du travail.

Nous ne voulons pas donner ici des instructions rigides.

La composition du bureau de cellule variera évidemment selon l'importance de l'organisation et selon la capacité des militants.

Nous pensons que dans les cellules qui groupent 15, 20 ou 25 membres on peut désigner un bureau composé de quatre camarades :

- Un secrétaire de la cellule ;
- Un camarade chargé du travail d'organisation ;
- Un camarade chargé du travail d'agit-prop ;
- Un camarade chargé du travail syndical.

Dans une cellule faible, un camarade peut prendre deux tâches, par exemple le secrétariat et le travail d'organisation ou bien le secrétariat et le travail d'agit-prop.

C'est du travail systématique, méthodique et bien organisé que dépend la bonne marche et même l'existence de la cellule.

Le bureau de la cellule doit être désigné par l'assemblée des membres de la cellule.

Il est responsable devant eux et devant le comité du Parti auquel il est directement subordonné, de la réalisation des tâches posées par le Parti de l'application concrète des directives données pour le travail dans l'entreprise et de la prompt intervention dans toutes les questions intéressant les ouvriers de l'entreprise.

Le bureau de la cellule doit tenir une petite réunion chaque semaine pour discuter du travail en cours, répartir ce travail, régler les affaires pendantes et préparer les réunions de la cellule.

Ces petites réunions du bureau doivent avoir lieu avant les réunions de cellule.

Il n'est pas inutile d'indiquer ici, en détail quelles sont les tâches de chacun des militants qui composent le bureau.

Le secrétaire a la responsabilité de tout le travail qu'il doit diriger selon les indications qu'il a reçues des différents comités du Parti en accord avec le bureau et les membres de l'organisation.

Le secrétaire d'une cellule d'entreprise doit être au courant de tous les faits économiques et politiques qui se passent dans l'entreprise. Il doit, s'il est secrétaire d'une cellule locale, ou de rue, avoir une bonne connaissance des conditions économiques de la

population et en particulier des usines avoisinantes. Il suit attentivement les manifestations politiques de la localité, presse, réunions des Conseils municipaux, ainsi que l'activité des Partis politiques de la Bourgeoisie. Il ne doit pas négliger de constituer une documentation qu'il communique au comité du Parti qui lui est directement supérieur... (Comité de rayon, Comité de sous-rayon).

Il établit avec ces comités une liaison constante, et leur demande les conseils dont il a besoin.

Il convoque le bureau de la cellule et donne aux responsables du travail d'organisation, du travail d'agit-prop, du travail syndical les directives nécessaires. Il présente à ces camarades des propositions portant sur les tâches de la cellule.

Le camarade chargé du travail d'organisation enregistre soigneusement les adhérents et les sympathisants. Il tient à jour également la liste des ouvriers, ou habitants si c'est une cellule locale, qui lisent la presse prolétarienne.

Il contrôle la fréquentation des réunions et il rappelle à leur devoir les camarades qui n'assistent pas régulièrement aux réunions.

Il fait une petite étude sur la composition de la cellule : date d'adhésion au Parti des camarades inscrits.

Il veille de près à l'échange des cartes en fin d'année et se renseigne sur les raisons de la non-reprise de certaines cartes.

Il applique selon ses possibilités les directives qu'il reçoit des camarades chargés du travail d'organisation dans le sous-rayon et le rayon. Il fournit à ces camarades tous les renseignements qui lui sont demandés.

Le camarade chargé du travail d'agitation et de propagande est responsable de tout ce travail. Il traduit dans la cellule, dans l'entreprise, ou dans la localité les directives données pour le recrutement du Parti. Il organise ses petites campagnes avec le journal d'entreprise, des papillons, des tracts, etc...

Il règle la vente de la littérature et l'organisation des causeries éducatives pour les adhérents et les sympathisants.

Il crée une petite bibliothèque de cellule dont l'importance varie avec les moyens dont il dispose.

Il se tient en liaison, par l'intermédiaire du secrétaire avec le camarade chargé de l'agit-prop dans le sous-rayon et dans le rayon.

Le camarade chargé du travail syndical maintient la liaison avec la section syndicale de l'entreprise — quand elle existe — et avec le syndicat dans le cas différent.

Il contrôle l'adhésion au syndicat des membres du Parti dont il explique la nécessité aux camarades réfractaires ou inéduqués.

Il fait campagne dans le journal d'entreprise, dans les tracts, les papillons édités pour un large recrutement syndical. Il donne des indications aux membres du Parti pour régler leur position dans l'organisation syndicale. Il veille au bon fonctionnement de la fraction syndicale et il se tient en liaison avec le camarade chargé du travail syndical dans le sous-rayon et le rayon.

Il traduit pratiquement les directives qu'il reçoit, dans le domaine de son activité.

Les cellules locales, de villages, etc... sont nombreuses. Dans certaines de ces cellules qui rayonnent sur une population de cultivateurs ou de petits commerçants on ne mettra pas de responsable au travail syndical.

On pourra composer ainsi le bureau de la cellule :

Un secrétaire ;

Un camarade chargé du travail d'organisation ;

Un camarade chargé du travail d'agit-prop ;

Un camarade chargé du travail paysan,

ou un camarade chargé du travail parmi les commerçants et les artisans.

Le camarade chargé du travail paysan étudiera la situation des cultivateurs et leurs revendications. Il traduira pour eux, en tenant compte des conditions particulières la politique du Parti dans le domaine paysan et il tentera d'organiser des syndicats affiliés au conseil paysan français en entreprenant une longue et patiente propagande.

Il se tiendra en rapport avec le camarade chargé du travail paysan dans le rayon et la région.

Nous avons posé, sans vaines phrases, quelques points importants.

Nous avons traité du travail essentiel d'une direction de cellule mais il reste entendu que celle-ci ne saurait négliger les autres tâches qui se posent devant elle : travail coopératif, travail féminin, qu'il lui appartient de remplir selon ses possibilités et selon ses moyens.

Louis CROSET.



L'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. = et le rapprochement franco-allemand =

(Fin)

□ □ □

Tendance à la coalition européenne

Trustification, rationalisation de la production

C'est dans le cadre des considérations qui précèdent qu'il faut placer le tableau des changements profonds politiques et économiques qui sont en train de s'accomplir en Europe.

Après la guerre, les capitalismes européens vainqueurs cherchèrent à réaliser les fruits de la victoire et les capitalismes vaincus, Allemagne en tête, à éviter les conséquences de la défaite.

Mais bientôt se manifestèrent à l'intérieur de l'Europe des courants capitalistes qui, prenant conscience des périls révolutionnaires d'une part, et de la concurrence formidable des Etats-Unis d'autre part, sentaient et proclamaient la nécessité d'une coalition politique de l'Europe, ainsi que la nécessité de la trustification, de la rationalisation de sa production, abaissant, puis abattant les barrières douanières multipliées par le traité de Versailles, et visant à l'établissement d'une vaste union douanière enfermant dans ses limites l'Angleterre et le vieux continent.

C'est dans l'Allemagne capitaliste que ces courants capitalistes prirent tout d'abord naissance. Et cela, dès 1919, alors que la grande bourgeoisie du Reich jouait du péril révolutionnaire auprès des vainqueurs afin d'obtenir des concessions.

M. Rechberg, un des grands potentats de l'industrie lourde d'Allemagne, vient de faire à ce sujet des révélations tout à fait curieuses dans une lettre récemment rendue publique.

Il écrit :

J'ai proposé, en 1919, au général Malcolm, chargé d'affaires anglais à Berlin, que l'Angleterre et la France ensemble fissent une alliance industrielle et politique avec l'Allemagne. Ces négociations ont eu lieu avec le consentement de M. Erzberger, qui était à cette époque le plus influent des ministres allemands, M. N. Noske, ministre de la Reichswehr, en fut également informé. Du côté allemand, le général Von Oven, gouverneur militaire de Berlin, prit part aux entretiens ; du côté français, ce fut M. Haguenin.

Quoique le général Malcolm, soutenu par M. Winston Churchill, eût vivement recommandé mes propositions à Londres, le Cabinet britannique refusa finalement de les agréer. J'ai appris plus tard d'une source absolument authentique que Lloyd George n'avait pas consenti parce que l'Angleterre ne pouvait pas admettre une alliance franco-allemande dont la base serait une communauté des intérêts industriels français et allemands. Même la proposition faite à l'Angleterre de prendre part comme troisième puissance à une telle combinaison ne pouvait point changer ses vues.

M. Rechberg ajoute :

Je ne veux donc point qu'une alliance franco-allemande industrielle soit hostile à l'Angleterre, puisque c'est moi qui ait offert aux Anglais, de prime abord, d'y prendre part.

Voilà ce que proposa M. Rechberg en 1919 : une alliance politique et économique entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne. M. Lloyd George alors au pouvoir refusa. Mais aujourd'hui, M. Winston Churchill qui soutenait cette politique, est ministre des finances du gouvernement conservateur de Grande-Bretagne qui a préconisé Locarno et l'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N.

L'occupation de la Ruhr par l'impérialisme français vint porter provisoirement un coup à ces vastes plans.

Mais l'industrie lourde allemande ne renonçait pas à ses objectifs. L'Allemagne produit, par la Ruhr principalement, par la Saxe et ce qui lui reste de la Silésie, plus de la moitié du charbon nécessaire à l'industrie européenne.

La France par ses gisements de Lorraine et de Normandie regorge de fer.

Le mariage du fer lorrain et du charbon rhénan engendrerait une formidable puissance industrielle qui unie à celle de l'Angleterre, pourrait seule soutenir la lutte avec la gigantesque industrie américaine.

Toutes les tentatives de mariage forcé échouèrent : celle de la guerre impérialiste de 1914 comme celle de l'invasion française de la Ruhr en janvier 1923. Il ne reste plus, en face des Etats-Unis que la possibilité d'un mariage de raison par la voie d'un compromis dans lequel participerait aussi la Grande-Bretagne.

D'une enquête faite à ce sujet par *l'Information financière*, le puissant organe capitaliste français et dont les résultats ont été publiés le 5 janvier 1926, il résulte que l'industrie lourde allemande est unanime en faveur d'une union douanière industrielle franco-allemande. Elle indique que cette politique est nécessaire, en vue de « rechercher des clients nouveaux à l'exemple des Etats-Unis, qui gagnent en douceur la Chine, en dehors de toute intrusion politique ».

« Certains, dit l'enquêteur, seraient enclins à associer à cette Union l'Angleterre elle-même, dont d'autres appréhendent les ambitions. »

Edmond Stinnes, le fils du fameux Hugo Stinnes, dont le consortium fut un instant le plus formidable de toute l'Europe, a écrit vers la fin de 1925, un article qui a fait sensation dans toute la presse capitaliste européenne, un article dans lequel il esquisse le plan de la politique que nous voyons aujourd'hui très clairement s'accomplir sous nos yeux.

Dans cet article, publié dans la *Gazette de Voss*, Edmond Stinnes expose l'idée d'une union douanière européenne qui devrait commencer par une Entente franco-allemande, et cette Entente serait bâtie sur des ententes particulières entre les principales industries des deux pays.

L'argument principal par lequel Edmond Stinnes défend cette politique, c'est « qu'elle est le seul moyen pour l'Europe de lutter sur le terrain économique contre les Etats-Unis ».

Il serait superflu de multiplier des citations, qui sont autre chose que de vulgaires articles de journaux signés de n'importe qui. On pourrait publier pour toute l'Europe des centaines de citations par où s'expriment les magnats qui ont les plus grandes responsabilités dans l'industrie lourde européenne.

Le développement des événements montre que les vues des Reichberg, des Stinnes et des magnats allemands sont autre chose que des manœuvres tactiques superficielles mais correspondent à un vaste dessein politique qui commence à se réaliser et qui est l'œuvre de courants impérialistes de plus en plus puissants.

Pendant que l'Allemagne invoquait le péril révolutionnaire de 1918 à 1923 pour arracher des concessions aux anciens Alliés, pendant qu'elle manœuvrait avec l'Angleterre et les Etats-Unis pour contraindre la France à accepter une réduction des réparations, pendant qu'elle jouait de son alliance avec l'Union soviétique pour obtenir d'entrer à la Société des Nations sur un pied d'égalité avec les plus grandes puissances européennes, elle poursuivait inlassablement à travers toutes ses manœuvres cette politique de groupement des forces capitalistes européennes contre le rival Yankee.

La continuité de cette politique s'exprime dans la personne même de M. Stresemann, qui tend de plus en plus à devenir le ministre inamovible des Affaires étrangères d'Allemagne.

L'industrie lourde allemande a gagné à ses vues la grande industrie française.

M. Loucheur, dans une conférence faite en octobre 1925 devant les plus puissants requins de la grande industrie française, motivait ainsi, aux applaudissements de l'Assemblée, la nécessité de la Convocation d'une conférence économique de la Société des Nations.

Il disait :

La concentration croissante de la production entraîne l'obligation d'entente entre les industries des divers pays européens, si elles veulent être en mesure de résister à la concurrence des rivaux puissamment organisés.

Et Loucheur est également partisan de l'Union douanière européenne.

Loucheur est moins brutal que Edmond Stinnes. Mais quand il parle « des rivaux puissamment organisés », il est évident qu'il vise, non l'Angleterre dont l'équipement industriel est démodé, mais les Etats-Unis.

Le plan esquissé par Edmond Stinnes, porte-parole de l'industrie lourde allemande, s'exécute peu à peu.

Il y a l'accord franco-allemand de la potasse en 1924. Il y a eu le traité de commerce entre la France et l'Allemagne. Le pacte du fer, après de laborieuses négociations vient d'être signé entre les industriels français, allemands, belges et luxembourgeois.

Toutes ces tentatives encore en germe furent la base économique de Locarno et de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations. Nous assistons à l'intégration de l'Allemagne dans le système des nations capitalistes européennes.

L'Angleterre fut avec l'Allemagne l'instigatrice de Locarno et de l'admission de l'Allemagne, sur le pied de grande puissance dans l'institution de Genève.

Elle a conduit cette politique, elle aussi, contre les Etats-Unis.

Le 25 mars 1926, M. Winston Churchill, prononçant à la Chambre des Communes, un discours qui sous une forme modérée, constituait une attaque extrêmement violente contre les Etats-Unis.

Après avoir indiqué que les Etats-Unis recevront directement ou indirectement de l'ensemble de leurs débiteurs l'équivalent de 60 p. 100 du total des réparations allemandes, M. Winston Churchill, ministre des finances du gouvernement conservateur de Grande-Bretagne concluait ainsi :

Les réparations seront payées en fait par les nations européennes dévastées et épuisées par la guerre, et leur montant s'écoulera en courant ininterrompu à travers l'Atlantique, vers la riche, prospère et grande République américaine.

En juillet dernier, Churchill signe avec Caillaux l'accord de Londres réglant sous réserve de ratifications ultérieures par les parlements respectifs des deux pays, les dettes de guerre de la France vis-à-vis de l'Angleterre.

Par l'accord de Londres, contrairement aux stipulations de Washington encore non ratifié, entre la France et l'Amérique, l'Angleterre s'engage à ne pas commercialiser la dette française, introduit une clause de sauvegarde tenant compte des versements de l'Allemagne à la France et une clause de reversement.

Par cette clause de reversement, l'Angleterre dit à ses débiteurs : Je suis pour l'annulation de toutes les dettes de guerre, mais les Etats-Unis s'y refusent. Ils me réclament ma dette. Moi, l'Angleterre, je ne vous réclame, à vous, mes débiteurs européens, que ce qui m'est strictement nécessaire pour payer mes annuités aux Etats-Unis. Et s'il advient que je touche de vous une somme supérieure, alors je vous reverserai le surplus.

L'attitude de l'Angleterre dans cette question des Dettes a donné naissance à une polémique entre Churchill d'une part et d'autre part Coolidge, Mellon, et Borah. Cette polémique anglo-américaine, s'est poursuivie pendant plusieurs semaines sur un ton d'hostilité extraordinaire.

Ainsi, avec les courants capitalistes européens qui la préconisent, se développe un vaste plan qui tend au groupement politique de l'Europe, à la trustification et à la rationalisation des industries européennes, à la suppression des barrières douanières, à l'intérieur du Vieux Continent et à la constitution d'une Union douanière européenne.

L'Allemagne à Genève et le rapprochement franco-allemand

La session de mars 1926 de la Société des Nations devait accepter l'adhésion de l'Allemagne, entrant sur le pied de grande puissance, avec un siège permanent au Conseil.

Les compromis nécessaires avec la Pologne et l'Espagne qui revendiquaient elles aussi un siège permanent, n'avaient pas été suffisamment préparés.

Les Etats-Unis avaient accepté la politique de Locarno, y avaient poussé dans une certaine mesure parce que l'apaisement de l'Europe est nécessaire à la sécurité du capital américain exporté sur le Vieux Continent. Mais les Etats-Unis ne veulent que d'une Europe apaisée sous leur hégémonie.

La tendance des grandes Puissances européennes à résister à cette hégémonie, tendance qui a grandi depuis Locarno ; l'intégration de l'Allemagne dans la Société des Nations, considérée aux Etats-Unis comme un groupement européen dont les tendances sont incompatibles avec les intérêts de la République nord-américaine ; cette intégration préparée en dehors des Etats-Unis, tout cela a amené les Etats-Unis à utiliser les frictions entre Etats européens pour empêcher l'admission de l'Allemagne à la session de mars.

Le Brésil, sous l'influence des Etats-Unis, a lui aussi revendiqué un siège permanent appuyant ainsi les prétentions de la Pologne et de l'Espagne, puis au dernier moment, il s'est retiré de la Société des Nations, soulignant ainsi au bénéfice des Etats-Unis, le caractère purement européen de l'institution de Genève et empêchant l'admission de l'Allemagne.

Immédiatement après, M. Houghton, ambassadeur des Etats-Unis à Londres, accuse la France et l'Angleterre d'avoir manœuvré contre l'Allemagne et, portant ses principaux coups contre la France, l'accuse de troubler la paix européenne. Le rapport de Houghton menace l'Europe de se voir retirer l'aide américaine. Ce document était destiné à susciter la défiance de l'Allemagne et à empêcher la coalition des forces européennes tant que cette opération apparaîtrait comme dirigée contre les Etats-Unis.

Il est également à remarquer que le rapport Houghton fut publié au moment où parvenait à Washington la réponse conjuguée de la France, de l'Italie et du Japon, qui refusent de séparer la question du désarmement militaire et du désarmement naval. On sait que les Etats-Unis sont pour la disjonction de ces deux questions. Ils prétendent imposer à l'Europe le désarmement militaire, et poursuivre, sans contrôle leurs armements navals en vue des conflits futurs.

Fin mars 1926, se constitue l'Internationale capitaliste du rail et les Etats-Unis refusent d'en faire partie.

A l'attitude des Etats-Unis l'Angleterre riposte en commençant la querelle des dettes et en accusant par la voix du ministre Churchill par'ant à la Chambre des Communes, l'Amérique gorgée de richesses de courber l'Europe appauvrie par la guerre sous le régime du tribut.

Malgré toutes sortes de manœuvres des Etats-Unis, la Société des Nations, à sa session suivante, admet l'Allemagne dans son sein.

En dépit du « raid économique », effectué en août par la finance américaine pour empêcher, en captant des actions de grandes sociétés industrielles, le trust allemand de l'acier de conclure le pacte européen du fer, ce pacte à travers de laborieuses négociations a été signé fin septembre entre la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg.

A l'issue de la session de septembre à Genève, la fameuse entrevue de Thoiry entre M. Briand et M. Stresemann a posé les bases d'une alliance générale, politique et économique entre la France et l'Allemagne.

L'Allemagne réclame l'évacuation de la Rhénanie, le renoncement de la France au p'ebiciste de la Sarre, la fin du contrôle militaire interallié, la possibilité d'obtenir des mandats coloniaux.

Elle offre son concours financier à la France pour la stabilisation du franc.

Moyennant quoi un accord économique général serait conclu entre les deux pays.

Les capitalistes et les hommes d'Etat au pouvoir en France sont d'accord pour examiner sérieusement la conclusion d'un tel accord et pour l'élargir à l'Angleterre, à l'Italie, à la Pologne, et à la Tchécoslovaquie.

L'industrie anglaise ne fait pas partie du pacte du fer. Mais cela s'explique par différentes raisons. On comprend que l'Angleterre se refuse à prendre part à de telles négociations au moment où elle est infériorisée par la grève des mineurs anglais. Elle préfère, lorsqu'elle aura surmonté ses difficultés intérieures les plus urgentes et les plus aiguës, négocier son admission dans le Pacte du fer, en jouant de sa puissance financière pour se faire consentir les conditions avantageuses qui lui sont nécessaires étant donné l'état relativement arriéré de sa technique industrielle, et cela pendant le temps qu'il lui faudra pour moderniser son outillage.

Il est incontestable, que si le rapprochement franco-allemand a été réalisé sous l'égide de l'Angleterre, le puissant bloc continental qui se constitue l'inquiète.

Aussi, en vue des futurs compromis à négocier, avec le bloc franco-allemand en formation, elle se rapproche de l'Italie, inquiète elle aussi, et ambitieuse de développement industriel, d'expansion balkanique et d'expansion coloniale.

Les Perspectives

Il est visible que tout un travail profond s'accomplit à l'intérieur du système capitaliste européen. Des regroupements impérialistes sont en train de s'opérer entre les impérialismes du Vieux Continent.

La social-démocratie européenne soutient généralement la politique de Locarno, la politique de la Société des Nations, la politique du rapprochement franco-allemand et son mot d'ordre est : Pour les Etats-Unis d'Europe. Les Etats-Unis capitalistes bien entendu.

Sur cette base, elle cherche à déve'opper de nouvelles illusions pacifistes. Elle ne fait en réalité qu'emboîter le pas à la politique des groupements industriels les plus puissants de France et d'Allemagne.

En 1925, dans la *Nouvelle revue socialiste*, Breitscheid écrivait :

L'économie sociale ne peut revivre, ses crises fréquentes ne peuvent être évitées — du moins dans le cadre du régime capitaliste — qui si les Etats européens se souviennent de leurs intérêts communs, s'ils cessent de se menacer mutuellement et si leurs budgets ne sont pas surchargés outrageusement par des dépenses militaires. La condition première de la renaissance économique, c'est l'union sur le terrain politique.

Ce n'est que de cette façon qu'on peut se frayer la voie, au bout de laquelle se trouvent une union douanière européenne, et les Etats-Unis d'Europe. Voilà certes des conceptions bien capitalistes. Néanmoins, la social-démocratie allemande les a soutenues et encouragées.

Ainsi parle la social-démocratie allemande par la voix de M. Breitscheid après avoir indiqué que toute cette politique est nécessaire « par la concurrence des Etats-Unis ».

M. Breitscheid répète comme un perroquet les paroles de Edmond Stinnes et de Stresemann. Et toute la social-démocratie européenne fait maintenant chorus.

En tout cas voilà qui ruine la thèse de Trotski sur la social-démocratie, ombre de l'impérialisme américain.

La social-démocratie prend parti dans chaque pays pour la politique de sa bourgeoisie nationale, contre les Etats-Unis.

Il faut aussi souligner que la thèse de Radek selon laquelle *le facteur décisif pour la période actuelle et prochaine est la collaboration des impérialismes américain et britannique*, est éliminée par l'Histoire.

De même l'idée maîtresse du livre de Trotski : *Europe et Amérique*.

Dans ce livre, Trotski montre les Etats-Unis formidables en face d'une Europe irrémédiablement morcelée. Alors, ou bien l'Amérique assure son hégémonie sur toute l'Europe capitaliste et nous allons vers le super-impérialisme, ou bien nous allons, par la révolte des masses européennes sur lesquelles pèse d'un poids supplémentaire l'impérialisme des Etats-Unis, vers des révolutions prochaines en Europe. Ou la marche à l'opportunisme ou par l'élimination de toute possibilité d'un développement révolutionnaire assez lent en Europe, la marche au gauchisme, si la seconde hypothèse de Trotski ne se réalise pas.

En réalité, l'Europe tend à sortir de son morcellement. Chacun aujourd'hui constate quels regroupements impérialistes s'y opèrent.

Quel est le tableau de la situation internationale actuelle ?

D'un côté, la Russie soviétiste édifiant le socialisme, animatrice du mouvement révolutionnaire mondial, et de l'autre l'impérialisme des Etats-Unis, à la fois forteresse formidable de la contre-révolution et rival gigantesque de l'Europe capitaliste.

Que devient l'Europe ? Diverses hypothèses se précisent peu à peu.

Les uns pensent que si l'Europe sort de son morcellement, les rivalités y sont irrémédiablement telles qu'elle ne parviendra point à coaliser toutes ses forces. Et déjà, l'on évoque la possibilité d'un partage de l'Europe entre deux groupes rivaux : le groupe franco-allemand et le groupe anglo-italien, se créant chacun une base économique large et servant chacun de centre d'attraction pour les petits Etats.

Les partisans de cette thèse devront expliquer pourquoi, si les antagonismes franco-allemands peuvent passer au second plan devant les nécessités de la lutte mondiale, et s'il en est de même des antagonismes anglo-italiens, les antagonismes de l'ensemble de l'Europe ne pourraient pas dans leur ensemble, passer au second plan.

pour la formation d'une coalition dirigée contre les forces révolutionnaires et contre l'impérialisme rival des Etats-Unis. Ils devront expliquer comment l'Italie, qu'ils représentent à tort comme formidablement pénétrée et déjà contrôlée par le capital américain, peut être durablement partie dans un bloc avec l'Angleterre qui est la rivale irréconciliable des Etats-Unis.

Il y a une autre thèse que j'ai exposée au Congrès du Parti français à Lille.

Les partisans de cette thèse pensent que deux hypothèses sont possibles : ou bien un développement assez rapide vers une situation immédiatement révolutionnaire dans un ou plusieurs pays d'Europe et alors ce sera la coalition de toutes les forces capitalistes contre l'élargissement de la Révolution commencée en Russie.

Ou bien l'Europe se développant très lentement vers des situations révolutionnaires, le système impérialiste anglo-européen à travers toutes ses contradictions intérieures finira par coaliser ses forces et par les organiser contre la Russie soviétiste, contre les peuples coloniaux en lutte pour leur indépendance, contre sa propre classe ouvrière et contre l'impérialisme rival des Etats-Unis.

Cette évolution constitue un danger redoutable de contre-révolution et de marche vers une nouvelle guerre impérialiste entre le Vieux et le Nouveau Continent.

La Société des Nations centre de cristallisation de l'un des deux groupes impérialistes et foyer de contre-révolution allumé sur le même continent que celui où se trouve la Russie, doit être impitoyablement dévoilée, son faux pacifisme générateur de guerres, de terreur blanche et d'offensive capitaliste renforcée, doit être marqué au fer rouge devant le prolétariat et les masses travailleuses du monde entier.

Mais, l'impérialisme des Etats-Unis doit être aussi impitoyablement combattu, et s'il existe là-bas un mouvement ouvrier révolutionnaire qui n'est pas susceptible de se développer très rapidement étant donné les conditions objectives favorables à un opportunisme sans précédent, il existe de grandes possibilités de développer dans le Mexique et dans l'Amérique du sud de grands partis communistes et un mouvement anti-impérialiste tel, que Mexico pourrait devenir quelque chose comme un autre Canton.

Telles sont les thèses qui restent en présence.

Dans tous les cas, la formation de groupes impérialistes dans une Europe qui s'évade, plus selon les uns, moins selon les autres, de son morcellement, accentue les périls de guerre, affermit la contre-révolution mondiale, permet sur le Vieux Continent, par la trustification et la rationalisation de la production, une offensive capitaliste renforcée.

La lutte contre les dangers de guerre doit par là-même être intensifiée, les illusions pacifistes de Genève doivent être balayées, la Révolution russe doit être gardée avec vigilance par les ouvriers révolutionnaires et les masses qu'ils influencent et enfin le mouvement ouvrier, par le front unique, par les syndicats, et par les partis communistes doit chercher les formes politiques et les formes d'organisation nouvelles qui lui permettront de lutter contre le chômage, l'abaissement du standard de vie et les violences du Capital, qui sont les fruits inévitables de la trustification et de la rationalisation de l'industrie à l'intérieur des nouveaux groupements impérialistes en voie de formation.

Albert Treint



Nos Alliés les paysans

□ □ □

Le principe suprême de la dictature du prolétariat est l'alliance avec la paysannerie. — LÉNINE.

Nos camarades ouvriers ne mettent plus en doute actuellement l'importance des questions agraires. Mais malheureusement il en est trop qui ignorent les données essentielles de ces problèmes et ne font rien pour les connaître. Ils confient l'initiative et la réalisation de la propagande parmi les paysans à un noyau bien faible de responsables capables sans doute, mais débordés. De plus en plus il devient nécessaire que nous collaborions tous à ce travail à la campagne et que chacun de nous étudie à cette fin les possibilités de la paysannerie de ce pays.

La résolution de la commission paysanne du Congrès de Lille a complété, en tenant compte de la période présente, la thèse de Marseille. Elle nous a donné une somme de perspectives qui seraient actuellement très suffisantes si on leur accordait les valeurs relatives, le relief qu'elles méritent.

L'infinie variété de la population rurale n'est pas pour nous rebuter, mais il faut savoir en tenir compte ; il est possible de lui appliquer la solide classification de Boukharine : prolétariat agricole, paysans moyens, bourgeoisie agricole ; les facteurs économiques, sol, climat, débouchés, font que cette distinction en trois groupes reste arbitraire, mais il nous appartient de conserver assez de souplesse d'esprit pour n'y voir qu'une division commode pour une étude méthodique des perspectives agraires.

Le Prolétariat agricole

C'est le groupe des salariés et des métayers. Les uns et les autres restent à la merci directe des capitalistes qui exploitent la plus-value créée par leur travail ; ce sont de véritables prolétaires.

1° Le salariat agricole proprement dit est la conséquence de la concentration capitaliste récente dans le domaine de l'agriculture ; les ouvriers des petites exploitations forment dans cette catégorie des salariés agricoles un lot privilégié et ont vu leur condition s'améliorer avec celle de leurs employeurs, paysans moyens ; isolés ils doivent s'unir aux paysans moyens pour la défense de leurs intérêts communs contre les riches, et notre rôle est de préparer et de faciliter cette alliance. Dans les régions de cultures intensives, Ile de France et région du Nord, les salariés sont de plus en plus nombreux par suite de la réalisation rapide de la concentration agricole ; groupés dans des exploitations importantes ils n'ont pas su encore s'unir ; c'est à nous de leur faire comprendre que leurs spécialités ne leur font pas des intérêts divers. En effet ce n'est guère que là où la concentration a réalisé la monoculture que les ouvriers agricoles ont fait l'union contre leurs patrons ; exem-

ple des syndicats forestiers de l'Yonne, viticoles de l'Hérault. Les chefs d'exploitation ont su profiter à la fois de cette division et de l'appoint de la main-d'œuvre étrangère pour imposer trop souvent le travail à la tâche si avantageux... pour eux.

Le plus généralement le travailleur agricole de ce pays n'a pas conscience de la force de production qu'il représente ; il sent confusément en lui l'antagonisme qui le sépare de son patron ; mais le plus souvent il se courbe résigné, soumis, esclave devant le riche fermier, et n'ose se dresser que devant le paysan moyen. C'est notre devoir de lui montrer que son rôle social réside dans l'alliance avec les petits exploitants après qu'il aura fait l'union avec les autres salariés pour la lutte hardie contre les grands de l'industrie agricole.

2° Le métayage existe dans différentes régions, mais plus particulièrement dans les zones de terres pauvres où les grands propriétaires fonciers trouvent commode de diviser leurs domaines en métairies ; ainsi ils n'ont ni les soucis d'une exploitation directe, ni la crainte de voir quelques capitalistes s'installer chez eux, et souverains, y bouleverser leurs coutumes moyenâgeuses. Tel qu'il est, le métayage apparaît actuellement comme un contrat d'un autre temps dont la loi du 8 juillet 1889 a codifié les usages léonins. Le métayer se trouve sous la surveillance directe du bailleur qui peut vérifier les détails de l'exploitation quant au mode de culture, d'élevage, d'achat, de vente ; et cette surveillance qui tend à diminuer la production s'exerce le plus souvent d'une façon imbécile, vexatoire et incompétente, maintenant en demi servage les esclaves modernes des grands terriens. Mais si le métayage aliène la liberté de l'individu, il lui laisse la responsabilité de pertes qui ne sont pas son fait ; ainsi la charge d'une récolte détruite par un orage incombe entièrement au métayer. Nous devons aussi comprendre et faire comprendre le leur du partage des fruits ; sur sa part le métayer doit prélever outre les impôts sur les bénéfices agricoles et les impositions locales, les « charges de culture », prestations en argent ou redevances en nature dues au propriétaire quels que soient les bénéfices de l'année.

Le régime capitaliste reste favorable au bail à métayage, institution primitive, facteur de stagnation sociale de la paysannerie ; mais l'évolution du capital appelle la disparition lente et progressive de ce mode de production infériorisée.

Il nous faut aider à cette disparition. Le métayer est actuellement de tous les travailleurs des champs le plus arriéré ; son isolement — puisqu'il n'a que le concours de sa seule famille — a retardé son éducation tant technique que sociale, et le « maître » a su encourager cette ignorance. Simple, le métayer « doit » rester borné ; il place toute sa confiance dans « son » maître, le curé, l'instituteur rural parfois, tous gens qui ont su le flatter et le dominer ; il croit encore souvent en un homme, mais non en un idéal : si la Vendée est blanche c'est que les métayers votent derrière le maître, par admiration éblouie pour ce hobereau qui les exploite, tout comme leurs aïeux marchaient en 1790 derrière son aïeul contre les Bleus. Et, s'il sait donner sa confiance inébranlablement, le métayer agit d'instinct ; méfiant par la nature et les nécessités de son existence, il craint « l'étranger » et ne se commet guère avec lui ! c'est le plus méfiant, le plus sournois — car le régime d'exploitation patronale l'a rendu tel — de tous les paysans, ceci d'une façon très générale bien entendu. Mais à mesure que l'instruction tech-

nique gagne le métayer, il s'éduque socialement, et préférant le salariat réel à la triste situation à laquelle il était condamné, il s'émancipe ; ainsi le métayage est nettement voué à une disparition, mais il serait incertain d'en fixer l'échéance. Nous devons tenir compte de cette tendance régressive du métayage et de l'ignorance assez profonde d'une majorité de métayers dans l'établissement de nos possibilités syndicales et politiques près des paysans.

Semi-prolétariat

C'est le groupe des paysans moyens : petits propriétaires travaillant eux-mêmes sans le concours de salariés, petits fermiers n'exploitant pas plus de deux salariés. Dans ce pays les paysans moyens sont la grande force de la paysannerie, tant par leur nombre que par leur capacité de production. Il importe donc d'étudier le sens de la transformation lente de ce groupe.

« Si les paysans moyens comprenaient qu'il n'y a pas d'issue possible pour la plupart d'entre eux sous le régime capitaliste, que seuls, quelques-uns d'entre eux pourront devenir de gros bonnets du village, tous les autres étant condamnés à une vie misérable, tous soutiendraient résolument les ouvriers. Mais le malheur est que chacun espère, dans le fond de son âme, s'enrichir. D'un autre côté, ils sont opprimés par le capitaliste, l'usurier, le gros propriétaire. C'est pourquoi la plupart d'entre eux oscillent entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ils ne peuvent accepter le point de vue ouvrier, mais, d'autre part, ils craignent le gros propriétaire comme le feu. »

Et si je rappelle longuement Boukharine, c'est pour insister sur cette inévitable disparition auquel le processus de concentration capitaliste voue la paysannerie moyenne en lui laissant l'espoir d'être un jour de l'aristocratie foncière alors qu'elle sera surtout devenue du prolétariat rural.

La résolution de la commission paysanne du Congrès de Lille n'a peut-être pas marquée d'une manière assez forte et assez claire ce phénomène de concentration agricole extrêmement net. C'est que la distinction si importante entre le capital de base ou capital foncier, et le capital d'exploitation ou capital circulant ne semble pas avoir été faite. Certes « une erreur d'appréciation est possible du fait du grand nombre de petits et moyens propriétaires exploitants » ; il est fort possible que ce nombre ne soit pas en régression, peut-être même au contraire en progression. Mais il importe de remarquer que le morcellement des grands domaines en exploitations moyennes n'a lieu que dans les régions de sols pauvres, de climat aride ou de méthodes culturales très arriérées ; ce phénomène de déconcentration agraire apparente existe, mais s'accompagne d'une concentration de capitaux d'exploitation ; on profite du « démon de la propriété au soleil » qui possède le paysan français pour transformer un capital de base sûr, mais de faible produit en capital circulant d'un intérêt aléatoire, mais plus important. Tel grand propriétaire de l'Indre a vendu ses domaines pour devenir fermier dans le Cambrésis. Nous devons nous pénétrer de ce dessous de la déconcentration rurale : un renforcement du capital circulant tant en agriculture que dans l'industrie ou le commerce.

Mais tandis que le morcellement foncier se poursuit dans les régions pauvres, la concentration du capital d'exploitation augmente dans les régions riches ; là le sol ou le climat étant particulièrement favorables la production s'industrialise dans les conditions optima ; cette évolution est extrêmement caractéristique dans la région du Nord, dans le bassin de Paris ; elle tend à se préciser dans les grandes régions viticoles, notamment dans le Midi, et dans les grandes régions d'élevage, surtout en Normandie. Cette concentration du capital d'exploitation agricole garde, avec tous ses inconvénients créés par les contradictions capitalistes, ses avantages énormes : culture plus scientifique par le concours de techniciens, emploi plus rationnel, partant plus économique, d'un matériel plus varié, connaissance meilleure du marché et possibilités d'attente pour provoquer des cours avantageux, crédit plus facile. Grâce à ces avantages le capitalisme conserve, en puissance, le pouvoir d'écraser les concurrents qu'il s'est créés en favorisant le développement de la petite propriété rurale. Que nos camarades et surtout nos camarades paysans se pénétrant bien de cette idée : le capitalisme abandonne la propriété foncière rurale aux mains de la petite paysannerie non seulement pour créer un facteur de stabilisation contre-révolutionnaire, mais bien plus pour augmenter sa puissance de production, d'abord en régions riches, plus tard en régions pauvres lorsque ses disponibilités lui permettront de les améliorer. Ainsi il semble que l'absorption « à une date plus ou moins lointaine » de la petite propriété rurale niée par la thèse de Marseille n'est pas dans les perspectives immédiates de la paysannerie de ce pays, mais que l'échéance en reste fatale, cette « absorption » devant être alors brutale et rapide.

Passées ces considérations générales il importe d'étudier le caractère propre du paysan moyen ; c'est à quoi la résolution de la commission paysanne du Congrès de Lille s'est appliquée sans d'ailleurs appuyer assez fortement sur la méfiance innée du paysan. Quoi du reste de plus naturel chez lui que cet instinct ? En butte aux tracasseries continuelles de la nature : grêles, giboulées, pluies continues ou sécheresses trop longues, orages, aux vicissitudes d'une culture ou d'un élevage souvent trop irrationnel, aux méfaits de ses ennemis animaux, aux sarcasmes des ouvriers, le paysan s'est refermé sur lui-même, et on a pu dire qu'il doutait parfois de lui. C'est cette prison murée qu'il faut pénétrer, camarades ; essayons de la bien connaître. Sa méfiance lui fait haïr la guerre, la révolution, l'étranger. Localement l'un des sentiments triomphe sur l'autre, et c'est ce qui a fait dire à nos camarades dans la thèse paysanne du Congrès de Marseille : « Les populations rurales qui, par endroits, se tournent vers le P. C. cherchent avant tout dans la révolution un asile contre la guerre » ; ceci ne saurait être vrai que localement, mais est faux pour l'ensemble du pays. Comment alors aborder le paysan ? C'est une question de tactique locale que chaque organisation doit étudier à la base ; jamais de front en tout cas, car tout paysan est un peu normand ; nos camarades doivent être plus madrés que lui, et ce n'est pas toujours facile. Très souvent on peut profiter d'un esprit d'association qui existe dans bon nombre de régions ; à l'origine une telle tendance n'est pas d'essence corporative ; le paysan isolé ou quasi isolé aime à se rencontrer avec d'autres et à bavarder ; les fêtes et les groupements les plus divers sont pour lui un motif, et je peux affirmer qu'en Maine-et-Loire, un des départements les « plus pieux », pas mal de paysans vont à la messe chaque dimanche pour se retrouver à la

« buvette » à la sortie, au lieu de rester seuls à la ferme, loin du village. Mais il ne faut retenir que cette idée : la nécessité d'une étude locale approfondie du caractère du paysan moyen.

Techniquement le paysan moyen présente un vice fondamental : son amour de la propriété. Il cherche à « arrondir son bien » sans penser aux hasards des successions qui le morcelleront ; d'où le trop fameux bas de laine, et cette incompréhension de l'ouvrier pour ce qui n'est pas une avarice sordide. Il importe que nos camarades ouvriers comprennent la nécessité d'un capital d'exploitation largement supérieur au capital foncier pour permettre une production rationnellement intensive ; s'ils se pénètrent de ce besoin, ils l'inculqueront peut-être au paysan travailleur pour qui la propriété seule compte et qui n'en voit qu'une forme : la propriété au soleil. C'est une de nos tâches de chasser cette idée routinière ancrée par l'habitude chez les paysans ; en effet il faut augmenter la capacité de production de la paysannerie moyenne :

- 1° Parce que c'est un coup direct porté au capitalisme agraire ;
- 2° Parce que c'est préparer l'augmentation de la production après la Révolution.

Cette immobilisation de son capital par le paysan petit ou moyen est d'autant plus funeste à sa productivité, c'est-à-dire à ses intérêts que les agissements capitalistes tendent à le reléguer sur des terres pauvres ; ces terres ne sont susceptibles d'une production accrue qu'après une série d'améliorations fondamentales : réunions territoriales, drainages ou irrigations, amendements ; or ces améliorations ne sauraient être réalisées sans un capital circulant élevé par rapport au capital foncier, alors que le paysan moyen persiste à ne garder qu'une masse de roulement très faible. Il y a là un danger qui met très rapidement le prolétariat tout entier à la merci du grand capitalisme agraire en diminuant la force productive de son concurrent, le paysan moyen. On comprend pourquoi la bourgeoisie rurale favorise le morcellement des grands domaines en régions pauvres, et pourquoi nous devons informer vite et de toutes nos forces le paysan moyen de l'écrasement qui le menace.

Nos camarades ont encore le devoir de comprendre et de faire comprendre au paysan moyen que la bourgeoisie ne lui laisse que l'illusion de la propriété. La commission paysanne a marqué le point, elle a insisté sur ce fait que les petits paysans sont à la merci indirecte des grands trusts, engrais, farines, industries de transformation, etc..., et on n'insistera jamais trop dans ce sens, puisque réduire à néant cette illusion doit être le summum de notre but à travers nos perspectives paysannes.

La Bourgeoisie agricole

L'élan d'un exposé écrit peut-être trop vite m'a fait indiquer les perspectives de cette fraction de la classe dominante en marquant les bases des phénomènes de morcellement et de concentration agraires. Ce qui ne doit pas échapper à nos camarades, et ce dont ils doivent informer le prolétariat et le semi-prolétariat paysan c'est la fusion du capital d'exploitation agricole au capital banco-industriel ; elle est consommée, et déjà on peut prévoir un rapide mariage de raison entre le capitalisme d'affaires et la vieille propriété foncière qui appartenait au stade pré-capitaliste de l'évolution sociale.

La bourgeoisie agraire considérait comme siens et respectait les techniciens de l'agriculture ; elle marque une tendance à en faire de plus en plus des salariés et à les exploiter à la campagne comme la bourgeoisie capitaliste exploite ses ingénieurs à l'usine. Nous ne devons pas négliger ce fait, car il peut nous permettre des concours dont nous ne manquerons pas d'avoir besoin un jour.

En concluant je voudrais insister sur la nécessité absolue et immédiate d'un travail paysan organisé et généralisé. La valeur des produits de l'agriculture était de 60 milliards de francs en 1923 contre 40 milliards à ceux de l'industrie ; nous devons donc compter sur cette force de production paysanne, et j'indiquerai comme base d'une agitation rurale saine ce scandale d'un budget de 35 milliards dans lequel 192 millions seulement sont accordés au ministère de l'agriculture, soit 0,55% (budget de 1925). Car je crois qu'en développant notre propagande aux champs nous pouvons non seulement accroître nos effectifs électoraux, mais encore et surtout faire réfléchir la masse, l'instruire, la changer un peu.

RENAUDET.



La Direction ouvrière

□ □ □

Prenez garde, n'écoutez pas les mensonges; avez-vous réfléchi à ce que vous ferez au lendemain de la prise du pouvoir? Etes-vous capables de diriger la production. Et comment?

(Défi lancé à 20.000 ouvriers parisiens réunis au Gymnase Japy en mars 1926, par Raynaud, candidat fasciste du deuxième secteur.)

Ces paroles ne reflètent pas seulement l'opinion des réactionnaires, conservateurs avérés, mais aussi des socialistes collaborateurs et opportunistes qui subordonnent la prise du pouvoir par le prolétariat à une éducation minimum sur tous les terrains, qui puisse lui permettre de reprendre les rênes de la production des mains des capitalistes, et de guider celle-ci avec au moins autant de maîtrise.

Or, une telle conception est d'autant plus erronée chez les socialistes opportunistes, qu'elle n'a aucun caractère de classe et ne tient pas compte que production capitaliste et production socialiste sont deux choses bien différentes.

L'usine capitaliste avec son service et ses buts commerciaux constitue une grande difficulté pour une direction ouvrière, mais soumise au régime prolétarien, cette usine change rapidement de physionomie et d'allure, et devient entre les mains des producteurs un instrument souple et docile, facile à diriger, répondant aux besoins et aux exigences du régime.

C'est ce qu'ont compris les dirigeants de la révolution russe et c'est de quoi se sont inspirés les organisateurs de la production de ce sixième du globe.

Un mois de travail dans l'usine de mécanique des filatures d'Orehovo-Souievo m'a permis de saisir sur le vif l'erreur des réformistes opportunistes.

Cette usine de 500 ouvriers est chargée de pourvoir à l'entretien, à la réparation, à la construction des machines du centre textile d'Orehovo (30.000 ouvriers). Celui-ci date de 1830, agrandi et amélioré sans cesse jusqu'en 1900 environ; ses fabriques produisirent depuis sans grand changement de technique, ce qui à l'heure actuelle handicape considérablement sa production, car la plupart des métiers sont du modèle 1885. Les anciens propriétaires, la famille Morosoff, a accumulé dans cette exploitation une fortune considérable qui les plaça au premier rang des familles possédantes de Russie.

L'usine mécanique est évidemment aussi mal outillée, néanmoins elle fait face à ses obligations avec succès, et de la fonderie au montage, tout fonctionne au maximum.

Mon embauche se fit par l'intermédiaire du syndicat qui en a le contrôle. Mon salaire fut réglé d'après mes aptitudes et conformément au barème.

Bien vite, on comprend le mécanisme de la direction de l'usine. Il repose sur un triangle composé, du directeur rouge, du comité d'usine et de la cellule communiste.

Notre directeur rouge est un tourneur, jeune, environ 35 ans. Les ouvriers l'estiment pour son impartialité. Deux sous-directeurs techniques lui sont adjoints: un ingénieur et un spécialiste en comptabilité. En général, les directeurs rouges sont membres du Parti, alors que les sous-directeurs techniques ne le sont ordinairement pas.

Notre comité d'usine est composé de neuf membres, tous ouvriers, élus pour un an lors d'une réunion générale du personnel de l'usine.

Son secrétaire, m'a fait toucher du doigt, tous les détails de l'appareil prolétarien. Le secrétaire partage sa journée de travail entre les affaires du comité d'usine proprement dites et son travail à l'étau. Dans d'autres usines importantes, il serait retiré entièrement de son travail manuel pour se consacrer exclusivement aux tâches d'organisation et de direction du Comité. Parmi les sept autres membres, quatre dirigent quatre commissions qui jouent un très grand rôle dans l'usine ouvrière russe. Il y a d'abord l'Okrana Trouda: « Défense des droits des travailleurs », chargée de veiller à l'hygiène des ateliers, à la défense des droits économiques et juridiques des ouvriers, au respect des lois de la protection du travail; puis la commission R. K. K. (conflit et tarification) chargée de veiller aux prix des travaux aux pièces, au classement des ouvriers dans les catégories, à la distribution des habits de travail, des produits désintoxiquants (lait, beurre, etc...) donnés aux ouvriers de la fonderie et du bronze; aux départs des ouvriers aux quinze jours de vacances annuelles payées. La troisième commission dite « éducative » s'occupe d'organiser des conférences, d'entretenir le club de l'usine, de le ravitailler en livres, journaux, brochures, périodiques illustrés. Le budget de notre usine lui accorde 1,5 % du salaire total des ouvriers. Enfin, pour terminer, nous avons la très importante commission de production, chargée de faire participer effectivement les ouvriers à l'organisation et à la direction du travail. Nous en parlerons plus longuement dans un prochain article.

Les trois autres membres du comité d'usine s'occupent respectivement des jeunes ouvriers, des femmes (peu nombreuses ici) et des minorités nationales (il y a plusieurs Tartares travaillant à la manœuvre et à la fonderie).

La cellule communiste dont le rôle dans la production semble plus effacé, contrairement aux apparences, une toute première importance dans le comité d'usine dont elle guide l'action par l'intermédiaire de sa fraction. Elle contrôle le directeur rouge.

Notre cellule communiste se compose de cinquante ouvriers (10 % du personnel). Elle éveille notre attention sur les problèmes d'actualité: grève des mineurs anglais, situation des ouvriers dans les pays capitalistes, situation de l'économie soviétique, de notre usine, de la paysannerie, etc... Ces tâches apparaissent immenses. C'est par elle que les ou-

vriers acquièrent une bonne conscience de classe, c'est par elle qu'ils s'intéressent de plus en plus à leur état, c'est par elle qu'ils entrent dans les multiples organisations de classes, secours rouge, secours ouvriers, avro-chimie, etc...

Le directeur rouge, le comité d'usine, la cellule communiste, trinité indissoluble, alliant l'économie à la politique, voilà réactionnaires, réformistes, théoriciens périmés et moisis, et vous aussi, mes camarades ouvriers qui doutez de nos capacités et hésitez devant l'immense tâche à accomplir, voilà avec quoi le prolétariat remplace les institutions mystérieuses de la production bourgeoise, et sans anarchie, sans éducation indispensable, opportunistes satisfaits et repus, mais avec ordre et méthode, par les seules ressources d'une classe qui espère, qui veut, qui peut et qui vainc, par la classe prolétarienne.

Cette trinité constitue l'épine dorsale de la structure de l'usine autour de laquelle viennent prendre racine tous les organismes de l'entreprise.

Immédiatement subordonné au directeur rouge et à ses adjoints, fonctionne le bureau de production, composé de cinq techniciens, dont deux ingénieurs. Il y a deux services : a) *plan de rationalisation* qui fixe pour un trimestre le plan de la production d'après les demandes et la quantité de main-d'œuvre, de matières premières et d'outillage ; b) *service de la tarification* qui fixe les prix des travaux aux pièces, en tenant compte du mauvais état des machines et de la qualité des matières premières. A ces deux services s'ajoute le bureau des calculs pour la paie des ouvriers, le bureau de comptabilité qui veille à l'utilisation du budget, établit les frais généraux et le prix de revient et enfin le bureau du matériel qui organise l'inventaire, l'entrée et la sortie des matières premières.

Signalons enfin que chaque corporation principale (tourneurs, ajusteurs, forgerons, fondeurs, mouleurs) est sous la direction immédiate d'un contremaître secondé par un pointeau qui relève les heures de travail et en liaison avec le bureau du matériel assure la livraison des matières premières.

Ainsi agencée notre usine mécanique fonctionne. Sa production dépasse celle d'avant-guerre et son prix de revient a diminué.

Dans notre usine de mécanique, nous travaillons par nous et pour nous, l'éducation des ouvriers se fait dans le feu de l'action. S'ils font des fautes et des fausses manœuvres, qui font crier de joie les détracteurs de la Russie soviétiste, c'est parce qu'ils construisent une chose nouvelle : c'est en forgeant qu'on devient forgeron.

C'est en forgeant le socialisme, qu'on creuse la tombe du capitaliste. Que tous les ennemis du prolétariat se réjouissent : bientôt il ne sera plus temps.

A. DUBOIS,

Ancien tourneur aux usines Renault, Delaunay-Belleville, Delahaye, Blériot, Gnome et Rhône, etc... et Fougà à Béziers.

De nouveau en Russie Soviétiste

□ □ □

Nous reproduisons ci-dessous un article du chef socialiste anglais, paru dans les Isvestia du 29 août. — La Réd.

De nouveau en Russie, après six années et demie d'absence, je fus extrêmement étonné des changements extraordinaires survenus ici depuis 1920. Le pays était alors aux prises avec la guerre, la famine et les épidémies. Le peuple russe, soumis au blocus naval et terrestre, supportait les souffrances les plus terribles causées par les gouvernements « chrétiens ». En dépit de ces malheurs, la poignée d'hommes qui, en octobre 1917, avaient pris le pouvoir, ne reculaient pas d'un centimètre. Par sa volonté de fer et sa bravoure héroïque, Lénine exhorta ses camarades, les ouvriers, paysans et soldats, à persévérer, à souffrir et à mourir pour que la révolution restât victorieuse. Aujourd'hui, dans les champs, dans les fabriques, les usines, les mines, sur les chemins de fer et les fleuves, vivent dans des conditions incomparablement meilleures des millions de paysans, de femmes et d'enfants, des citoyens de l'Union soviétiste, et ceci, grâce aux peines et aux souffrances qui furent supportées au cours des années de guerre, de la révolution et de la contre-révolution.

Pendant mon voyage de Léninegrad au Caucase, j'ai vu aussi la pénurie de logements, les mendiants et les chômeurs.

Mais, en même temps, j'ai vu aussi le changement étonnant, se moquant de toutes descriptions, qui s'est opéré dans tout le pays : partout jaillit une nouvelle vie. On sent cela d'une façon particulièrement intense les dimanches et les jours de fête. Personne ne pouvait s'imaginer que l'éducation populaire, des écoles élémentaires aux universités, se développerait pareillement. On s'occupe beaucoup plus en Russie que n'importe où au monde, des enfants, des mères, des malades, des vieillards, des invalides et des chômeurs. J'y insiste particulièrement, quoique je ne perde non plus de vue le problème des enfants vagabonds, à la solution duquel vous vous acharnez.

A en juger d'après l'allure actuelle de développement, les peuples de l'Union soviétiste appartiendront sous peu aux nations les plus saines du monde entier. Le gouvernement soviétiste base son activité sur le principe que la vie humaine est plus sacrée que la propriété. L'éducation que vous donnez à votre jeunesse leur enseigne la vérité la plus importante de toutes, à savoir qu'une éducation juste doit former un esprit sain dans un corps sain. Je me suis beaucoup réjoui en voyant l'enthousiasme avec lequel votre jeunesse s'adonne à toutes sortes de sports et aux excursions. Toute nation qui suivra votre chemin deviendra un grand peuple.

De même que quelques individus ne peuvent pas vivre seuls, de même les peuples de notre époque ne peuvent pas se développer dans

l'isolement. Nous, ouvriers, nous avons besoin du secours mutuel. L'Union soviétiste en a encore plus besoin que les autres parce qu'il y a peu de temps qu'elle est entrée dans les sphères de la concurrence avec les capitalistes. Mais, pour que vous puissiez progresser rapidement, il vous faut l'aide des ouvriers des autres pays. Votre territoire immense, le manque de machines pour exploiter vos richesses naturelles, augmentent encore vos difficultés. Personne de vous n'en est coupable, car le tsarisme renversé par vous n'a pensé nullement au peuple, ne s'est pas occupé de pourvoir le pays de moyens de production plus modernes.

Lorsque je vis comment, chez vous, dans la campagne, l'on puise l'eau dans les puits, comment les paysans travaillent la terre avec des charrues préhistoriques, font leurs récoltes avec des faux et des faucilles, battent le blé, dans les champs, avec des chaînes ; lorsque je vis vos moulins à vent et les moyens de locomotion démodés, je me suis alors reporté dans mon esprit, en Angleterre où un million et demi de femmes et d'hommes pourraient vous procurer de bonnes machines, de meilleurs moyens de production, le meilleur équipement mécanique. Or, ils ne peuvent pas le faire parce que les capitalistes de Grande-Bretagne ont peur du communisme. Je suis fermement décidé à entreprendre, dès mon retour, une propagande acharnée pour que l'on vous accorde des crédits et rétablisse complètement les relations commerciales entre les ouvriers d'Angleterre et l'Union soviétiste.

Le mouvement syndical dans l'Union soviétiste

En 1920, j'ai vu comment le mouvement syndical russe luttait pour la place qui lui convient dans la vie de la nation. Cette année-ci, j'ai pu observer quelques succès du travail des camarades Tomski, Melnitshanski et autres ! je ne peux qu'exprimer mon admiration pour tout ce que j'ai vu. Vous avez porté les masses travailleuses au pouvoir ; elles jouent le rôle principal dans toutes les branches de la vie économique, sociale et militaire. C'est l'idéal auquel j'ai voué toute ma vie. Mais, en Grande-Bretagne, on ne souffre aucune participation des fédérations syndicales aux affaires d'Etat. Et si Baldwin atteint son but, aucun fonctionnaire ne pourra plus oser être membre d'un syndicat. Tout ce que j'ai vu de l'activité des syndicats soviétistes me persuade que le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers, paysans et soldats ! » est le mot d'ordre juste.

M'appuyant sur les observations et enquêtes personnelles, je peux maintenant affirmer que l'argent envoyé aux mineurs anglais a été rassemblé par les ouvriers russes qui ont versé des cotisations sur leurs salaires. Je suis également convaincu que — chose absolument impossible — si le gouvernement soviétiste avait voulu prendre le parti des capitalistes britanniques et interdire les envois d'argent en Angleterre, les ouvriers de Russie, l'auraient certainement renversé. Chamberlain n'ignore pas cela. Les grands sacrifices des ouvriers russes et leurs envois de sommes aussi importantes le rendent furieux. Nous, les ouvriers anglais, nous n'oublierons jamais cela et nous espérons que nous pourrions un jour remercier nos frères russes en érigeant en Angleterre un gouvernement véritablement socialiste.

La Russie et l'impérialisme

Je me suis appliqué d'établir le caractère du rapport existant entre les différentes nationalités, grandes et petites, qui font partie de l'Union soviétiste. Je dois dire qu'il m'est incompréhensible de voir que les ouvriers et paysans de tous les autres pays qui, autrefois, appartenaient aux territoires de l'ancienne Russie tsariste, ne forcent pas leurs gouvernements à adhérer à l'Union soviétiste. La Constitution de l'Union soviétiste est un exemple modèle que les socialistes de la Grande-Bretagne doivent bien étudier pour le réaliser dans l'Empire britannique, s'ils arrivent au pouvoir. J'ai constaté combien les peuples de Géorgie, d'Arménie et des autres territoires ont gagné, eux qui autrefois étaient si fortement opprimés par l'ancien régime. J'étais assis à une table avec des hommes et des femmes appartenant à une douzaine de nationalités différentes qui, autrefois, ne cessaient de se combattre réciproquement ; maintenant, ils vivent en paix à l'intérieur des frontières de l'Union soviétiste. Voilà la véritable Société des Nations, ne ressemblant en rien à la fédération des brigands impérialistes dénommée « S. D. N. ». Je me suis entretenu avec des soldats, des matelots et des aviateurs soviétistes, avec des paysans et des ouvriers, et j'ai remarqué que tous n'avaient qu'un seul désir : la paix. Je ne comprends pas du tout pourquoi nos frères de Lithuanie, de Lettonie, d'Esthonie, de Pologne, de Finlande ne s'unissent pas à l'Union soviétiste. La Grande-Bretagne et la France ne peuvent apporter aux masses populaires, malgré tout leur argent, qu'exploitation et misère ; par contre, l'alliance avec l'Union soviétiste donne la liberté politique et économique. Si je vivais dans un des pays limitrophes de l'Union soviétiste, je ferais de l'action et encore de l'action, jusqu'à ce que mon pays devienne partie intégrante de cette grande nation.

Si je retourne, j'entreprendrai tout le possible pour faire comprendre aux ouvriers que l'Union soviétiste est le seul pays du monde qui a donné la possibilité aux petites nations de vivre avec une grande nation sans que celle-ci les prive de leur culture nationale.

Je vais intervenir également contre l'opinion, répandue artificiellement dans les pays européens, que l'armée rouge est une menace pour la paix mondiale. L'armée rouge ne participera jamais à une guerre impérialiste ; les soldats de l'armée rouge reçoivent une éducation politique trop excellente pour qu'ils puissent se laisser entraîner dans un massacre pareil ; ils savent que les masses populaires n'ont aucun intérêt à exploiter d'autres nations. Telle est la réalité : la puissance armée russe n'existe que pour la défense.

Je suis pacifiste et, comme tel, je dis aux ouvriers anglais que l'Union soviétiste, plus que toutes les autres nations, désire la paix et est prête à déposer les armes, si ses voisins font de même. Nous tous, particulièrement les ouvriers de Pologne et des Etats baltes, devons comprendre qu'il ne peut plus y avoir de guerre, si les ouvriers se refusent à s'entre-tuer au profit de la grande propriété foncière et des capitalistes. Je n'ignore point, certes, qu'il y a des gens qui aiment abuser des bonnes lois. Je n'ignore pas non plus qu'il existe surtout de nombreuses difficultés de ce genre dans un pays tel que l'Union soviétiste, qui est environné d'ennemis irréconciliables. Néanmoins, je suis convaincu que je peux demander, en pleine conscience, à mes camarades russes qu'ils aient de la patience avec les hommes qui réelle-

ment, pour des causes religieuses, ne veulent pas prendre les armes dans leurs mains. Je lutte ardemment pour ce principe en Angleterre et j'adresse la même prière à la Russie soviétiste. J'espère que mes amis comprendront le sens véritable de ma demande (1).

La Société des Nations

Que les petits peuples limitrophes de la République soviétiste et qui n'en font pas partie, examinent une fois la politique de l'Union soviétiste et la comparent avec celle de la S. D. N. L'Union soviétiste n'exige qu'une seule chose : Qu'on la laisse tranquille ! Tous les peuples appartenant à cette Union y ont adhéré de plein gré, après avoir formé chez eux leurs propres soviets nationaux. Mais la « Société des Nations » permet à la Pologne d'occuper Vilna, à l'Italie de piller la Grèce, à la France et à l'Espagne de massacrer les Marocains et finalement à l'Angleterre de s'emparer de la Mésopotamie et de l'Orient Central, de tenir l'Égypte en esclavage, de lui arracher le Soudan, d'opprimer les Indes et les colonies. Pas un seul de ces peuples opprimés n'a le droit d'en appeler à cette fédération de brigands et de pillards qui s'appelle mensongèrement « Ligue des Nations ». Cette fédération n'est, en somme qu'une sorte de « caverne de brigands européens », comme Harry Quelch l'a si bien exprimé, il y a quelques années. La S. D. N. n'est que la fédération des capitalistes, elle n'a ni les formes ni le fond de la démocratie, et elle n'existe que pour servir les intérêts des exploités.

La loi et l'ordre

Le fait qu'à Moscou, Léninegrad et en d'autres grandes villes règnent la loi et l'ordre sans l'emploi de grandes forces policières, m'a fortement impressionné. On respire, ici, une atmosphère libre, comme nulle part ailleurs. Les magistrats, les tribunaux, les assesseurs, les éléments les plus en vue de la justice, tous portent le sceau de la démocratie. Vous pouvez nous apprendre bien des choses. J'espère que le jour viendra où le gouvernement soviétiste abolira tous les avocats. A l'exception d'une série de cas tout à fait spéciaux et exceptionnels, tous ces arguments enchevêtrés, toute cette casuistique auxquels les avocats aiment recourir sont inutiles. Les lois soviétistes ont la particularité d'être compréhensibles même pour les gens les plus simples et si ceux-ci ont besoin d'un secours juridique, les avocats, qui sont au service de l'Etat, les aident gratuitement.

Un mot sur les prisons. Au cours de mon dernier voyage en Russie (1920), j'ai visité une prison; cette fois, j'en ai visité deux : l'institut correctionnel d'Ivanov et la fameuse prison de Boutyrski. De l'institut correctionnel, je veux dire que c'est la prison la plus merveilleuse que j'aie encore vue jusqu'à présent. La liberté de circulation, l'atmosphère, les relations entre les surveillants et les internés, m'ont tout simplement surpris. Je n'ai pas besoin de relever qu'avec de telles conditions, on ne peut obtenir que de bons résultats. Quant à la prison de

(1) Les *Izvestia* remarquent à ce sujet : « Nous reproduisons ce passage de l'article avec d'autant plus de plaisir que la « prière » de l'auteur est déjà réellement réalisée chez nous ».

Boutyrski, l'atmosphère est devenue également beaucoup plus libre. Les détenus travaillent ensemble, comme dans des fabriques ; ils peuvent fumer pendant leur travail, parler entre eux et se mouvoir comme dans une autre usine ; en réalité, ce n'est qu'un endroit de travail.

Comme dans tant d'autres champs d'activité du gouvernement soviétiste, il n'y a rien de semblable à cette nouvelle vie pénitentiaire dans tout le monde entier. Dans l'institut des détenus politiques, les cellules sont dans un état excellent et les internés sont incomparablement mieux traités que je ne le fus, par exemple, lors de mon incarcération en Angleterre. Il est vrai qu'une prison, même dans les conditions les meilleures n'a rien d'agréable ; mais comme les prisons sont nécessaires, l'Union soviétiste sait mieux les diriger que n'importe quel autre pays. Je suis persuadé que le jour viendra où le pouvoir soviétiste détruira toutes ces prisons et construira, à leur place, des usines d'après les dernières conquêtes de la technique, où les internés travailleront. Je veux souligner notamment, en comparaison avec les prisons anglaises, que les détenus du quartier politique de la prison de Boutyrski se trouvent dans des conditions beaucoup plus favorables. La déclaration de l'un des employés de la prison m'a étonné :

Lorsque nous aurons suffisamment d'argent pour réorganiser nos prisons, nous n'en aurons plus besoin, car le bien-être général va nous permettre d'éviter parfaitement tous les crimes.

La démocratie

Je ne veux nullement prétendre que je suis devenu un défenseur de la dictature du prolétariat pour tous les pays. Cependant, je suis convaincu que ce régime a eu du succès en Russie ; il dépend autant de nous autres Anglais, que de vous les Russes, que ce régime obtienne le plein succès dans l'avenir. Que ceux de nous qui estiment que les formes de la démocratie occidentale peuvent être employées pour réaliser la révolution, se dépêchent ; autrement, ce sera trop tard. Ici, chez vous, il y a beaucoup, beaucoup plus de démocratie que chez nous, en Angleterre. Nous avons toutes les formes de la démocratie, mais elles sont complètement privées de leur esprit et de leur essence. C'est ainsi que, par exemple, vos soldats ont le droit de s'organiser, de faire de l'agitation, de s'occuper de toutes les affaires du pays. En Angleterre, il n'existe rien de semblable. En Angleterre, nous devons transformer tout notre système ; si nous n'y réussissons pas, les ouvriers devront trouver n'importe quel autre moyen. En ce moment, les capitalistes britanniques cherchent, en Amérique, de nouvelles méthodes d'oppression ouvrière. Mais, nous autres, qui voulons réaliser le socialisme, nous trouvons l'enthousiasme et l'exemple dans l'Union soviétiste. Tous ceux des nôtres qui ont la possibilité de séjourner en Russie, voient et comprennent que, malgré que vous vous serviez continuellement du mot « dictature », c'est cependant la véritable démocratie qui s'y déploie.

De grandes difficultés vous attendent ; beaucoup d'entre elles ne peuvent être abolies que par vous-mêmes. Il ne peut pas y avoir une bonne société s'il n'y a pas de bonnes gens. Vous essayez de réaliser l'expérience qui jamais n'a réussi dans l'histoire de l'humanité. Vous vous efforcez de créer une société humaine où les hommes, mus uniquement par les arguments matériels et raisonnés, vivront en paix et se passeront des conceptions spirituelles et métaphysiques. Cela ne réussira qu'à la condition d'arriver à développer chez les hommes un

sentiment d'intérêt commun, que si vous réussissez à exterminer de votre existence la jalousie, l'ambition et l'égoïsme. Il faut que vous vous discipliniez de façon à être capables de réaliser chez vous le communisme, dans les frontières duquel tous seront réellement égaux en tout ce qui rend la vie supportable et agréable.

Je vais rentrer en Angleterre, plein d'espoir que vous atteindrez ce que vous voulez. Je considère vos difficultés, vos lacunes et beaucoup de vos échecs, mais également vos grands succès. Je me rends compte qu'un puissant esprit de camaraderie règne en vous, malgré quelques apparitions négatives. Je crois que vous resterez fidèles à vous-mêmes, fidèles à votre idéal et je vous promets de faire tout mon possible pour accélérer l'approche du jour où les ouvriers de Grande-Bretagne et du monde entier adhéreront à l'Union soviétique et transformeront cette Union en une Union des Républiques socialistes soviétiques comprenant toute l'humanité.

Cet article a été écrit en toute hâte, pardonnez les fautes de style. Camarades de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, recevez mon salut et agréez l'assurance de ma reconnaissance pour la cordialité et l'hospitalité que vous m'avez accordées. Vive l'alliance des ouvriers russes et britanniques ! Vive la fraternisation internationale et le socialisme ! Vive la paix, à bas la guerre !

27 août 1926.

George LANSBURY.



Comment se font les élections aux Soviets

□ □ □

Le droit de vote dans les élections aux soviets appartient à tous les travailleurs, indépendamment de leur religion, nationalité et sexe, ayant atteint dix-huit ans. Les personnes exploitant le travail d'autrui, faisant le commerce ou asservissant les autres citoyens par leurs capitaux, celles servant le culte religieux, de même que les anciens fonctionnaires de la police, de la gendarmerie, de la sûreté tsariste sont privés du droit de vote et ne peuvent être élus aux soviets.

On répand souvent de faux bruits selon lesquels une partie considérable des travailleurs seraient privés du droit de vote lors des élections aux soviets. Un chiffre qui montre que ces assertions ne sont nullement fondées est celui de la proportion d'habitants privés des droits électoraux. Ainsi, en 1924, le nombre des personnes ne jouissant pas des droits électoraux constituait 1,3 % du nombre des électeurs ; en 1925, 1,1 % ; en 1926, 1,1 %. Evidemment les exploitateurs, les *nepmen*, les *koulaks*, les popes et les anciens policiers constituent plus d'un pour cent. Mais nous nous soucions moins maintenant de priver plus de personnes du droit de vote, que de permettre aux ouvriers et aux paysans de signaler tous leurs ennemis de classe dont un grand nombre participent aux élections, alors qu'ils n'en ont pas le droit.

Les élections des soviets ont lieu chaque année. Habituellement, la campagne électorale a lieu en hiver, car c'est en hiver que les paysans sont le plus libres. Pour diriger la campagne électorale, on forme dans chaque localité une commission électorale dont le but est de veiller à ce que les élections s'effectuent conformément aux instructions.

Les élections sont toujours précédées d'une campagne, au cours de laquelle chaque membre du soviet et le soviet dans son ensemble rendent compte de leur travail au cours de l'année écoulée. Ces comptes rendus ont lieu non seulement avant les élections, mais aussi pendant le travail des soviets ; pendant les réélections, ils prennent plus d'ampleur. Au cours de cette campagne de comptes rendus, les électeurs signalent tous les défauts du travail dans le passé et indiquent les moyens de les corriger à l'avenir. Un mois avant le jour des élections, on affiche en bonne place les listes de ceux qui sont privés des droits électoraux et l'on indique comment porter plainte contre la privation des droits électoraux. Toutes les plaintes sont examinées par les commissions électorales. A la veille des élections, tous les électeurs reçoivent des convocations, leur demandant de se rendre aux élections. Lorsqu'un groupe d'électeurs ou le Parti dresse d'avance une liste des candidats, ces listes sont déposées et enregistrées dans les commissions électorales.

Les élections aux soviets ont lieu aux assemblées générales des électeurs, où ceux-ci se rendent à l'heure fixée.

A ces assemblées électorales les membres des soviets sont élus à la simple majorité, à mains levées. Toutes les candidatures sont soumises au scrutin, aussi bien celles qui furent enregistrées au préalable par la commission électorale que toutes les autres, chaque électeur pouvant proposer de nouveaux candidats à l'assemblée électorale.

Le nombre des membres du soviet villageois varie suivant la population. La constitution établit que les localités de moins de 10.000 habitants envoient un député par 100 habitants, mais le nombre des députés ne doit pas être inférieur à trois ni supérieur à cinquante par soviet villageois.

Lorsque les élections aux soviets villageois sont terminées dans tout le canton, le congrès cantonal des soviets se réunit. Les délégués à ce congrès sont élus par les soviets villageois. La norme de représentation aux congrès cantonaux des soviets est établie par la constitution : un délégué par 300 habitants, mais pas plus de 150 délégués par canton.

Les comités exécutifs d'arrondissement et de canton rendent compte de leur activité au congrès cantonal, discutent les questions administratives et économiques les plus importantes du canton et élisent ensuite les comités exécutifs cantonaux qui constituent l'autorité dans l'intervalle des congrès. Les congrès cantonaux des soviets élisent des délégués aux congrès des soviets d'arrondissement. La norme de représentation aux congrès d'arrondissement est fixée par la Constitution comme suit : les soviets des villes envoient un délégué par 1.000 habitants, mais pas plus de 300 délégués par arrondissement. Ce congrès élit le comité exécutif d'arrondissement et les représentants aux congrès des soviets de la province, etc... Le fonctionnement est le même jusqu'au congrès des soviets de l'Union.

Nous attirons l'attention du lecteur sur le fait que la représentation n'est pas la même aux congrès des soviets d'arrondissement ou de province pour les ouvriers et les paysans. C'est ainsi qu'aux congrès provinciaux des soviets, il y a un délégué pour 10.000 paysans ou 2.000 ouvriers. Pourquoi ? Parce que nous exerçons la dictature du prolétariat dans un pays où le prolétariat constitue une minorité par rapport aux paysans. Cependant, nous devons assurer la prépondérance du prolétariat dans les soviets, de là cette différence dans le droit électoral. Notre Parti et le Pouvoir des Soviets disent franchement aux paysans que c'est seulement par la dictature du prolétariat que nous avancerons vers le socialisme. Le prolétariat, allié aux paysans, défend la dictature et en même temps les intérêts des paysans. Du reste, depuis neuf ans qu'existe le Pouvoir des Soviets, il n'y a jamais eu de mécontentement car le Parti a su expliquer et démontrer par les faits la nécessité d'un tel système électoral.

E. KVIRING



Les problèmes de la démocratie

== ouvrière dans le parti ==

□ □ □

Depuis deux ans des mots d'ordre insuffisamment médités, lancés dans les masses sans que le Parti ait été appelé dans son ensemble à les ratifier, ont signalé à l'attention des camarades *les inconvénients du centralisme bureaucratique*.

Il suffit de rappeler comment le mot d'ordre « *autonomie de l'Alsace-Lorraine* » fut imposé par Treint au Congrès de Strasbourg de 1925 ; malgré l'avis des militants de la Moselle dont la haine des nationalismes allait naturellement jusqu'au scrupule d'en créer de nouveaux...

Il suffit aussi de se remémorer les fautes commises au sujet de la guerre du Maroc, la « *fraternisation* » imposée comme condition d'accès dans les *Comités d'action* et tant d'autres plateformes plus ou moins opportunes pour comprendre la faveur que rencontrait dans les rangs du Parti l'idée de la démocratie ouvrière.

Le courant était si fort au moment du Congrès de Lille que les dirigeants de notre Parti durent y prêter attention. Ils avouèrent leurs erreurs. Et comme notre opposition était toute de principe et que, d'autre part, les hommes promettaient de ne plus recommencer, nous n'avons pas cru devoir insister sur la façon dont le Parti serait dorénavant consulté.

En vérité il n'y a rien de changé. *L'Humanité* vient de publier la réponse du *Secrétariat du Parti communiste* à une lettre qui était adressée au Parti tout entier et dont nous n'avons pas eu connaissance.

Voici à nouveau posée, comme avant le Congrès de Lille, la question de la démocratie ouvrière dans le Parti. Quels sont les faits ?

L'Union socialiste-communiste a adressé au Parti communiste et au Parti socialiste une lettre leur demandant un échange de vues pour la formation d'un *bloc des travailleurs aux prochaines élections sénatoriales*.

Le Secrétariat du Parti communiste vient d'y répondre par un refus.

On pourrait s'étonner que les dirigeants du P. C. aient laissé au groupe Lafont-Paul Louis l'initiative de cette proposition, on s'étonnera plus encore de son refus.

Qu'y a-t-il de changé ? Sur quel texte de résolution s'appuie le *Secrétariat* pour refuser en 1926 ce qu'il offrait de façon comminatoire en 1924 ?

Les raisons données par le Secrétariat sont ce qu'elles sont, valent ce qu'elles valent. Elles eussent pu être développées au cours de « l'échange de vue » proposé, *elles ne peuvent en aucun cas être admises pour justifier ce refus pur et simple*.

Certes il serait déplorable que le Front unique ne se réalisât que sur le terrain électoral mais les conditions de 1924 ne donnaient-elles pas

toutes garanties à ce sujet puisque la principale comportait *l'engagement de travailler de part et d'autre à la reconstitution de l'Unité syndicale*.

Pourquoi deux poids, deux mesures ? Pourquoi ces incohérences ? Il y avait au lendemain de la scission plusieurs attitudes possibles vis-à-vis des socialistes S. F. I. O., le Parti n'a jamais été mis à même de discuter et de choisir.

Quant au Secrétariat il a été ballotté de l'intransigeance doctrinale la plus sévère aux lamentables risettes démocratiques du 2^e secteur ; sa politique sur cette question n'a pas cessé d'être trouble et chaotique comme elle l'est sur d'autres sujets : « technique des insurrections » et « défense des classes moyennes », — « traité pratique de la guerre de rues » et « propriété commerciale », — « lutte contre l'esprit petit bourgeois » et « location de coffres-forts »...

Semard a pu ironiser au Congrès de Lille sur le mot de « referendum » dont je me suis servi, à tort ou à raison, pour exprimer ma pensée, le mot importe peu, la conviction subsiste. Il y a plus de raison dans les 50.000 têtes du Parti que dans les deux ou trois têtes dirigeantes si savantes et exceptionnelles qu'elles fussent. Il y a plus de bon sens dans 50.000 têtes réunies que dans celle de notre secrétaire général tout seul dans son cabinet de travail. C'est l'évidence même.

Partant de cela nous affirmons que dans la période pré-révolutionnaire, *sauf urgence, le Parti doit être consulté sur les mots d'ordre à lancer et les décisions importantes qui sont à prendre*.

Seule l'opinion collective peut être une garantie, une assurance et un régulateur contre les sautes et les erreurs ordinaires des décisions individuelles.

Si j'ai parlé dans cet article des élections sénatoriales c'est uniquement parce que la réponse du Secrétariat à ce sujet est le *plus récent exemple à citer* d'une décision prise par la tête sans consultation de la base.

Dans ce cas comme dans d'autres, seul le Parti tout entier a le pouvoir de modifier ses méthodes, de redresser ses mots d'ordre ou d'en créer de nouveaux ; dans un Parti prolétarien, le Secrétariat ne doit être, en ce qui concerne les choses importantes et sauf les cas d'urgence, qu'un organisme d'exécution.

Raymond BARANTON.

P.-S. — Il sera répondu à cet article dans le prochain numéro des « Cahiers ».



Deux mots à « l'Ouvrière »

□ □ □

Le numéro 61 des *Cahiers* contient la réponse de la camarade M.-T. Gourdeaux à une « critique assez vive » dont je reste coupable à ses yeux. Une petite mise au point est nécessaire, car je constate que M.-T. Gourdeaux n'a pas lu mon article, bien qu'elle y réponde.

Si notre camarade avait lu mon papier, elle se serait aperçue — contrairement à ce qu'elle prétend *in fine* du sien — que j'ai indiqué trois ouvrages susceptibles, à mon avis, de remplacer « *Candide* » au rez-de-chaussée de *l'Ouvrière*. Ce ne sont peut-être pas, et je l'admets volontiers, d'« excellents » conseils, ni « d'intéressantes » suggestions. Mais pourquoi a-t-on oublié d'en parler ?

La camarade Gourdeaux ne connaît point M. René Benjamin, car, dit-elle, « je n'ai jamais eu le loisir de faire de la littérature ». Je pose alors la question suivante : est-ce que la camarade Gourdeaux « fait » de la politique ? Comme j'imagine qu'elle en conviendra, je lui demande aussitôt de lire les leaders que le *polémiste réactionnaire* Benjamin donne à *l'Avenir*. Je suis convaincu que l'opinion de M.-T. Gourdeaux en sera modifiée, quant à l'importance *politique* de « l'écrivassier » dont nous parlons. Avant de prendre congé de Voltaire — et de Benjamin — je ne puis que regretter l'absence d'une discussion sérieuse sur le contenu de notre presse du point de vue de la propagande littéraire.

Ce n'est peut-être pas notre faute. J'incline à croire que c'est plutôt notre malheur.

V. ARRIG.

2 décembre.



Sur la manière d'interpréter la question russe

□ □ □

Une confrontation intéressante

On nous avait dit : Pour bien comprendre la question russe il faut savoir disséquer les formules qui constituent, en quelque sorte, la base théorique de la discussion ardente dans laquelle on nous prie d'intervenir.

Nous avons cru à une galéjade, car notre humble avis est que : procéder ainsi cela signifie chercher des poux dans la tête du voisin. Nous ne pouvions pas penser que des militants de l'envergure des Staline, Trotski, Boukharine, Zinoviev, etc., supputaient les chances de succès du socialisme en Russie d'après le sens strict des mots qu'ils prononcent ou écrivent.

Cependant, cela me semble, en effet, être vrai — en partie du moins — si nous en croyons Staline lui-même. Tout au début de son livre *Les Questions du Léninisme*, Staline donne la mesure de ce qu'il faut entendre par interprétation de textes.

Lisez, page 12, à propos des définitions contradictoires sur le léninisme :

Néanmoins, il y a, dans notre Parti, des camarades qui estiment nécessaire de définir le léninisme d'une autre façon. Voici, par exemple, le camarade Zinoviev qui pense que :

Le léninisme est le marxisme de l'époque des guerres impérialistes et de la révolution mondiale, qui a commencé directement dans un pays où prédomine la paysannerie. (*Pravda*, « Bolchevisme et Trotskisme », 30 février 1924 »).

Et Staline de se demander :

Que peuvent signifier les mots soulignés par Zinoviev ? Pourquoi introduire dans la définition du léninisme le caractère arriéré de la Russie, son caractère paysan ?

Mais Staline ne nous dit pas, à nous qui n'avons pas lu l'article de Zinoviev dans la *Pravda* — parce que nous ne savons pas le russe — si Zinoviev a donné, dans le corps de cet article, avant ou après l'extrait cité, des indications claires sur la formule qu'il a employée pour définir le léninisme.

Pour nous, ce point-là reste obscur, parce qu'il est assez facile de faire dire ce que l'on veut à un groupe de mots ou de phrases détachés du contexte.

C'est ce que fait d'ailleurs Staline :

Définir ainsi le léninisme, explique-t-il, c'est le transformer, de doctrine internationale prolétarienne, en *produit* spécifiquement russe.

Nous soulignons le mot *produit*. A dessein, pour que notre démonstration gagne en clarté.

Acceptons, si vous le voulez, l'explication de Staline. Et poursuivons notre lecture :

La définition de Zinoviev aboutit, d'après Staline, à

Faire le jeu de Bauer et de Kautsky, qui nient la valeur du léninisme pour les autres pays capitalistes, plus développés.

Voici donc, à notre sens, une divergence caractérisée par Staline. Que vaut-elle, en réalité ? Nous devons retenir que l'explication de Staline part d'un point tout à fait précis : *Staline a remarqué que Zinoviev a souligné un certain nombre de mots dans la phrase incriminée.*

Et cela seul compte pour Staline. Puisqu'il est amené à *suggérer*, sous la forme interrogative, une idée comme celle-ci :

Pourquoi introduire dans la définition du léninisme le caractère arriéré de la Russie, son caractère paysan.

Malgré notre inhabileté évidente à disséquer les formules, nous restons muets d'admiration devant tant de subtilité dans l'appréciation des termes étudiés.

Cela ressemble presque à de la chicane de plaideurs provinciaux. Voir l'intention dans ce qui n'a rien d'intentionnel et se prononcer, peut-être, sur de simples présomptions.

Mais, pouvons-nous sincèrement affirmer que la phrase incriminée contient implicitement l'idée suggérée par Staline ? Qui voudra prendre la responsabilité d'une pareille affirmation, avant d'avoir poussé l'analyse sérieuse des termes critiqués, jusqu'aux raisons les plus profondes dont ils doivent être, nécessairement, l'expression ? Et ces raisons-là, nous les donne-t-on immédiatement pour nous permettre de comprendre ? Pas du tout. On ne nous suggère même pas que nous devons les rechercher.

Néanmoins, nous voulons voir si la formule de Zinoviev promet des perspectives aussi redoutables que Staline le laisse entendre.

Reprenons cette formule sous une présentation qui nous permettra de mieux l'analyser :

...Le léninisme est le marxisme de l'époque des guerres impérialistes et de la révolution mondiale,

...qui a commencé *directement* dans un pays où prédomine la paysannerie.

On ne voudra peut-être pas nous croire : le signe de ponctuation — la virgule — joue un rôle capital dans cette phrase. En effet, à quel mot du premier membre de la phrase doit-on relier l'idée exprimée par les mots : *qui a commencé directement...* ? Est-ce à : *léninisme* ou à : *révolution mondiale* ?

L'explication de Staline prouve clairement qu'il a *préféré* relier cette idée au terme *léninisme*.

Or, en lisant correctement cette phrase, il n'est pas permis de douter que la proposition : *qui a commencé directement*, s'applique d'une manière stricte et parfaite aux termes : *révolution mondiale*.

On peut nous objecter : vous en prenez à votre aise ! — Nous répondons sans embarras : la politique n'exclut pas la connaissance de la grammaire qui, elle, exclut toute subtilité, ou toute entorse au sens des pronoms relatifs.

Et Staline, n'en prend-il pas à son aise lorsqu'il rattache la dite proposition au terme : léninisme ?

Par conséquent, si, comme nous en avons la certitude, cette proposition : *qui a commencé directement*, se soude étroitement, malgré la fameuse virgule, aux termes : *révolution mondiale*, les explications subtiles de Staline n'ont plus aucune valeur, ni politique, ni dialectique.

Par suite, il est particulièrement difficile d'accepter que Zinoviev ait vu, dans le léninisme, un *produit* spécifiquement russe ; qu'il ait, comme le prétend Staline, voulu ainsi faire le jeu de contre-révolutionnaires notoires, avec lesquels Zinoviev ne paraît avoir rien de commun.

Quand Zinoviev écrit :

Le léninisme est le marxisme de l'époque des guerres impérialistes et de la révolution mondiale...

et que Staline dit, de son côté :

Le léninisme c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne...

Nous ne voyons, nous que cette différence : c'est que Lénine n'a jamais dit — du moins dans ce que nous connaissons de lui, par l'édition française de ses œuvres — que la révolution mondiale sera une révolution spécifiquement prolétarienne.

La révolution mondiale, *qui a commencé DIRECTEMENT dans un pays où prédomine la paysannerie*, est en germe non seulement dans les mouvements sociaux des pays capitalistes, mais aussi dans les mouvements nationaux des pays coloniaux et semi-coloniaux. Tous ces mouvements contribuent, sous des formes particulières qui ne sont pas toutes d'essence prolétarienne, à ruiner le régime capitaliste-impérialiste.

Staline tient à sa formule :

Léninisme = marxisme de l'époque de l'impérialisme.

et soutient que Zinoviev a dit que :

Le léninisme a pris naissance après la guerre impérialiste.

Zinoviev a écrit :

Le léninisme c'est le marxisme de l'époque des guerres impérialistes.

Où est la différence ? Tous les savants analystes de notre Parti y perdront leur latin s'ils ne se mettent pas d'accord, au préalable, sur la date de naissance et les conditions de développement de l'impérialisme.

Nous avouons que nous n'avons pas poussé plus loin ce procédé de dissection. D'abord parce que c'est une besogne fastidieuse, éreintante, du fait que l'on doit ne laisser passer aucun mot, aucune formule sans avoir soumis l'un et l'autre à un sondage minutieux qui, parfois, révèle des points creux ou sans importance. Ensuite, parce que plus nous allons de l'avant dans l'étude de la question russe, plus nous découvrons l'usage de procédés de polémique qui n'ont rien à voir avec ce que Marx appelait : la réalité objective.

Ce n'est pas servir la cause de la vérité que de persister dans la voie de la polémique, même la plus courtoise, parce qu'on est conduit naturellement à forger dans le feu de la discussion, une réalité subjective.

Alors, qu'arrive-t-il ? Ce que nous avons déjà vu :

Des faits que l'on a étudiés on donne une explication générale, imaginée après coup, et qui est d'ordinaire le reflet de conceptions politiques personnelles.

Cette formule n'est pas de nous. Mais nous l'avons jugée excellente pour situer certaines conversions précipitées, dans le Parti français. Trop précipitées pour être sincères.

Pierre FERRAND.

P. S. — Cet article paraît avec plusieurs semaines de retard. Est-ce à dire que les événements qui se sont produits dans l'intervalle pouvaient en modifier l'esprit et le caractère ? Non, puisque nous n'y avons rien changé. Puisque, en définitive, il reste et *il doit rester* ce que nous avons voulu qu'il soit : une simple constatation, purement personnelle, sur des divergences de mots et non d'idées. Que l'on ait dit ce que l'autre lui conteste, et *vice-versa* — ce n'est pas autre chose, au fond — peu nous importe. L'avenir les mettra peut-être d'accord ; un jour prochain, nous ne saurons plus de quel côté est la raison, tellement ce qui est simple tend à devenir compliqué — pour nous qui ne sommes que des primaires. Heureux, ceux qui comprennent ce style hermétique, dans lequel nous ne voyons, nous, que pure abstraction — ou pédantisme tout court. La clarté ne vient pas de ce que l'on s'efforce — en vérité ! — à rendre abstrus.

P. F.

P. S. — Il sera répondu au camarade Ferrand dans un prochain numéro des « Cahiers ».



VIENT DE PARAÎTRE :

ALMANACH OUVRIER & PAYSAN

1927

Abondamment illustré, il est loin d'avoir le caractère prud'homme ou boulevardier des Almanachs bourgeois; même dans sa forme utile et agréable, c'est encore une œuvre de propagande.

Il est « Ouvrier et Paysan », c'est-à-dire : « lutte de classe ». Vivant et instructif, l'« ALMANACH OUVRIER ET PAYSAN » a sa place dans tous les foyers de travailleurs.

Un fort volume : 6 fr. 50

..... Franco : 7 fr. 50

Prix spéciaux pour les organisations.
Faire ses commandes d'urgence au Bureau
d'Editions, 132, Fbg Saint-Denis, à Paris (10°).
Chèque postal 943-47.

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION & DE PUBLICITÉ

132, rue du Faubourg Saint-Denis - Paris (10°)

Téléph. : NORD 07-51

Chèque postal 943-47

L'INTERNATIONALE

COMMUNISTE

Organe bimensuel du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

== Prix : 2 francs ==

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	10 fr.	1/2 dollar
6 mois	18 fr.	1 dollar
1 an	36 fr.	2 dollars

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

BIMENSUEL

Prix : 1 fr. 50

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	10 fr.	16 fr.
6 mois	18 fr.	30 fr.
1 an	36 fr.	58 fr.

Les communications aux CAHIERS concernant l'Administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, Paris.

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ

132, Faubourg Saint-Denis, PARIS 10^e. Chèque postal : 943-47.

L. TROTSKY
EUROPE ET AMÉRIQUE

Prix : 6 fr.

John PEPPER
**Grève générale et trahison
générale**

Prix : 4 fr.

L. TROTSKY
**La grève anglaise
et les ouvriers de l'U. R. S. S.**

Prix : 4 fr. 50.

M. BEER
**Karl MARX
Sa vie, son œuvre**

Prix , 6 fr.

M. I. KALININE
**Que fait le pouvoir soviétique
pour réaliser la démocratie?**

Prix : 1 fr.

Clara ZETKIN
SOUVENIRS SUR LÉNINE

Prix : 3 fr.

I. STALINE
Les questions du Léninisme

Prix : 20 fr.

L. TROTSKY
OU VA L'ANGLETERRE

Prix : 8 fr. 50.

John PEPPER
**LES ÉTATS UNIS
de l'Europe socialiste**

Prix : 2 fr.

A. BERNARD
**A. B. C. de la politique
communiste**

Réédition

Prix : 2 fr. 25.

V. CAT
**L'INFLATION
Ses profiteurs, ses victimes**

Prix : 4 fr. 50.

G. PERI
GENÈVE-LOCARNO

Prix : 5 fr.

I.-K. NAUMOV
JOURNÉES D'OCTOBRE

Prix : 3 fr. 50.

G. ZINOVIEV
LE LÉNINISME

Prix : 14 fr.

*Les membres du Parti recevront ces ouvrages franco en adressant
13 fr. 50 pour les « Questions du Léninisme » et 10 fr. pour le « Léninisme ».*

En vente dans tous les Rayons et à la Librairie de l'Humanité.

**Les organisations obtiennent des conditions spéciales au
Bureau d'Éditions, 132, Faubourg Saint-Denis, Paris.**



Imprimerie L'ÉDUCATRICE, 16, Cour des Petites-Ecuries, Paris.